



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 mars 1957

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, March 2nd, 1957

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
44037 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
44037 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 13832-56)

Air-Ex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1956, constituant en corporation: William John Hulbig, avocat, de Fort Chambly, Flora Mary Curtis, secrétaire, veuve de E. Robert B. Curtis, de Lachine et Angela MacDougall, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le négoce et le commerce de toutes sortes d'appareils, accessoires, parties constituantes, pièces, outils, dispositifs, instruments, ustensiles, machines, châssis, carlingues, machinerie, articles et matériaux se rapportant à l'aviation, sous le nom de "Air-Ex Inc.", avec un capital total de \$252,500, divisé en 25,000 actions privilégiées de \$10 chacune et 2,500 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

(A.G. 13832-56)

Air-Ex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1956, incorporating: William John Hulbig, advocate, of Fort Chambly, Flora Mary Curtis, secretary, widow of E. Robert B. Curtis, of Lachine, and Angela MacDougall, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with all kinds of appliances, accessories, components, parts, tools, devices, implements, utensils, machines, chassis, bodies, machinery, goods and materials associated with aviation, under the name of "Air-Ex Inc.", with a total capital stock of \$252,500, divided into 25,000 preferred shares of \$10 each and into 2,500 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10006-57)

A. Schwartz Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1957, constituant en corporation: Abe Schwartz, vendeur de fourrures, Ben Steinberg, marchand, tous deux de Montréal, et Saul Lehrer, marchand, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourreurs, sous le nom de "A. Schwartz Furs Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10004-57)

Beurrerie St-Alexandre Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1957, constituant en corporation: Louis-Philippe Bélanger, Lauréat Bélanger et Maurice Bélanger, tous trois fabricants de beurre, de Saint-Alexandre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme beurriers, laitiers et fabricants de moulées, sous le nom de "Beurrerie St-Alexandre Limitée", avec un capital total de \$99,000, divisé en 990 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Alexandre, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 13939-56)

Bom Investment Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1957, constituant en corporation: Armand Poupard, fils, avocat, Monique Duquette et Marie Corso, sténographes, célibataires majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de "Bom Investment Co.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10006-57)

A. Schwartz Furs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1957, incorporating: Abe Schwartz, Fur Dealer, Ben Steinberg, merchant, both of Montreal, and Saul Lehrer, merchant, of Outremont,

To carry on business as furriers, under the name of "A. Schwartz Furs Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10004-57)

Beurrerie St-Alexandre Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January 1957, incorporating: Louis-Philippe Bélanger, Lauréat Bélanger and Maurice Bélanger, all three butter-makers, of Saint-Alexandre, for the following purposes:

To carry on business as butter-makers, milkmen, manufacturers of mash feeds, under the name of "Beurrerie St-Alexandre Limitée", with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Alexandre, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13939-56)

Bom Investment Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January 1957, incorporating: Armand Poupard, junior, advocate, Monique Duquette, and Marie Corso, stenographers, unmarried and of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Bom Investment Co.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,400 preferred shares of a par value of \$100 each and 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14203-56)

Briercrest Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, tous deux avocats, Max Shenker, étudiant en droit et John Hamilton, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une corporation de placements, sous le nom de "Briercrest Investment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(A.G. 14203-56)

Briercrest Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1957, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, both advocates, Max Shenker, law student, and John Hamilton, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment corporation, under the name of "Briercrest Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$10 each and into 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10087-57)

**Chaussures Cigogne Ltée
Stork Shoes Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1957, constituant en corporation: Robert Bouchard, commerçant et industriel, de Québec, Rosaire Charland, industriel, de Giffard, et Émilien Martel, comptable agréé, de Courville, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de chaussures et autres articles de lingerie, sous le nom de "Chaussures Cigogne Ltée — Stork Shoes Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 110, boulevard Ste-Anne, Giffard, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(A.G. 10087-57)

**Chaussures Cigogne Ltée
Stork Shoes Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1957, incorporating: Robert Bouchard, dealer and industrialist, of Quebec, Rosaire Charland, industrialist, of Giffard, and Emilien Martel, chartered accountant, of Courville, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in shoes and other articles of lingerie, under the name of "Chaussures Cigogne Ltée — Stork Shoes Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 110, St. Anne Blvd., Giffard, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10118-57)

Chez Vivi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix janvier 1957, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, Perry Meyer, avocat, tous deux de Montréal et Morris Shuter, gérant de bureau, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements et fournitures d'aucune sorte; transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Chez Vivi Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(A.G. 10118-57)

Chez Vivi Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1957, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Perry Meyer, advocate, both of Montreal, and Morris Shuter, office manager, of St-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and furnishings of every kind; to carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Chez Vivi Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10062-57)

**Chukotat Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1957, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Claire Miquelon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, André Gagnon, avocat en Conseil en Loi de la Reine et Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier sous le nom de "Chukotat Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(A.G. 10062-57)

**Chukotat Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1957, incorporating: Jacques de Billy, advocate and Queen's Counsel, Claire Miquelon, secretary, spinster, both of Quebec, Huguette Morin, secretary, spinster, of Lauzon, André Gagnon, advocate and Queen's Counsel, and Charlotte Risi, secretary, spinster, both of Sillery, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Chukotat Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14204-56)

Daleview Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, tous deux avocats, Max Shenker, étudiant en droit et John Hamilton, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une corporation de placements, sous le nom de "Daleview Investment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(A.G. 14204-56)

Daleview Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1957, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, both advocates, Max Shenker, law student, and John Hamilton, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment corporation, under the name of "Daleview Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$10 each and into 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13534-56)

Dallaire Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept janvier 1957, constituant en corporation: Léopold Dallaire, garagiste, de Pointe-aux-Trembles, Roland Savignac, notaire, et Mario DuMesnil, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et de leurs accessoires; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Dallaire Automobile Ltée", avec un capital total de \$49,000, divisé en 900 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 12058, rue Sherbrooke, est, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 13534-56)

Dallaire Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1957, incorporating: Léopold Dallaire, garage-keeper, of Pointe-aux-Trembles, Roland Savignac, notary, and Marlo DuMesnil, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in automobiles and their accessories; to operate as garage-keepers and hardware dealers, under the name of "Dallaire Automobile Ltée", with a total capital stock of \$49,000, divided into 900 common shares of \$10 each and into 400 preferred shares of a value of \$100 each.

The head office of the company will be at 12058 Sherbrooke St. East, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 10028-57)

Delafo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1957, constituant en corporation: Emé Lacroix, avocat, c.r., de Ville Mont-Royal, Jacques Viau, avocat, c.r., de Lachine, et Jacqueline Matte, sténographe, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Delafo Inc.", avec un capital total de \$400,000, divisé en 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 10056-57)

**Duncan Range Iron Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1957, constituant en corporation: André Gagnon, avocat et conseil en loi de la Reine, Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery, Jacques de Billy, avocat et conseil en loi de la Reine, Claire Miquelon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec et Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Duncan Range Iron Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10295-57)

Édifice Langlais Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1957, constituant en corporation: Wilbrod Langlais, industriel, Fernande Brunet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Wilbrod Langlais, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Gertrude Gravel, secrétaire, fille majeure, tous de Québec, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10028-57)

Delafo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1957, incorporating: Emé Lacroix, Q. C., of the Town of Mount Royal, Jacques Viau, advocate, Q. C., of Lachine, and Jacqueline Matte, stenographer, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors; deal as in investment company, under the name of "Delafo Inc.", with a total capital stock of \$400,000, divided into 3,900 preferred shares of a par value of \$100 each and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10056-57)

**Duncan Range Iron Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1957, incorporating: André Gagnon, advocate and Queen's Counsel, Charlotte Risi, secretary, spinster, both of Sillery, Jacques de Billy, advocate and Queen's Counsel, Claire Miquelon, secretary, spinster, both of Quebec, and Huguette Morin, secretary, spinster, of Lauzon, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Duncan Range Iron Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company its for shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10295-57)

Édifice Langlais Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1957, incorporating: Wilbrod Langlais, industrialist, Fernande Brunet, housewife, wife contractually separate as to property of the said Wilbrod Langlais, and duly authorized by him for the purposes therein, and Gertrude Gravel, secretary, spinster, all of Quebec, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Édifice Langlais Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

To carry on business as general building contractors, under the name of "Édifice Langlais Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14163-56)

Gagnon Frères Nouveautés (St-Félicien) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1957, constituant en corporation: Raymond Gagnon, Alphonse Gagnon et Hormidas Girard, tous trois commerçants, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et tous sous-produits d'iceux, de produits comestibles, chimiques et de beauté, sous le nom de "Gagnon Frères Nouveautés (St-Félicien) Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 148, boulevard Sacré-Cœur, Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(A.G. 14163-56)

Gagnon Frères Nouveautés (St-Félicien) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1957, incorporating: Raymond Gagnon, Alphonse Gagnon and Hormidas Girard, all three merchants, of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in goods and articles into the fabrication of which enter in whole or in part, leather rubber, metal, metalloids, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and all by-products thereof, foodstuffs, chemical products and cosmetics, under the name of "Gagnon Frères Nouveautés (St-Félicien) Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 148 Boulevard Sacré-Cœur, Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10036-57)

Gelther Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1957, constituant en corporation: Irving Herschorn, manufacturier, David Litner et Seymour Machlovitch, tous deux avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Gelther Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 423 rue Mayor, chambre 602, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(A.G. 10036-57)

Gelther Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1957, incorporating: Irving Herschorn, manufacturer, David Litner and Seymour Machlovitch, both advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Gelther Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 423, Mayor Street, Room 602, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10091-57)

Georges Dubé Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1957, constituant en corporation: Georges Dubé, entrepreneur général, Benoît Pelletier, boulanger, et J.-Roland Boulanger, commis de bureau, tous trois de Matane, pour les objets suivants:

(A.G. 10091-57)

Georges Dubé Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1957, incorporating: Georges Dubé, general contractor, Benoît Pelletier, baker, and J. Roland Boulanger, office clerk, all three of Matane, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Georges Dubé Ltée", avec un capital total de \$75,000, divisé en 450 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 14205-56)

Glenavon Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, tous deux avocats, Max Shenker, étudiant en droit et John Hamilton, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transigner les affaires d'une corporation de placements, sous le nom de "Glenavon Investment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 14080-56)

Golconda Builders Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1956, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzweig, avocat, de Montréal, et Manuel Shacter, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Golconda Builders Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune et 400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10055-57)

**Hochelaga Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1957, constituant en corporation: Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, André Gagnon, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery, Jacques de Billy, avocat et Conseil en Loi de la Reine et Claire Miquelon,

To carry on business as general building contractors; deal in building materials, under the name of "Georges Dubé Ltée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 450 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14205-56)

Glenavon Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1957, incorporating, Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, both Advocates, Max Shenker, Law Student, and John Hamilton, Secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment corporation, under the name of "Glenavon Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$10 each and into 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14080-56)

Golconda Builders Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1956, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, Advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rowentzweig, Advocate, of Montreal, and Manuel Shacter, Advocate, of Dorval, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Golconda Builders Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 600 common shares of \$10 each and into 400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10055-57)

**Hochelaga Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1957, incorporating: Huguette Morin, secretary, spinster, of Lauzon, André Gagnon, advocate and Queen's Counsel, Charlotte Risi, secretary, spinster, both of Sillery, Jacques de Billy, advocate and Queen's Counsel, and Claire Miquelon, secretary, spinster,

secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier sous le nom de "Hochelega Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 14047-56)

J. Kamin & Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1956, constituant en corporation: Milton W. Winston, notaire, Ann Druzin, secrétaire et Sylvia Hymovitch, secrétaire, veuve de feu Hyman Hymovitch, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneur-peintre et celui des matériaux connexes, sous le nom de "J. Kamin & Co. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5267 avenue Borden, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10187-57)

Kildare Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1957, constituant en corporation: Rodney Alexander Patch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Austin Stuart Hyndman et Robert Charles Legge, tous deux avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Kildare Ltd.", avec un capital total de \$700 divisé en 7 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 215 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10063-57)

**Kingwa Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1957, constituant en corporation: Jacques

both of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Hochelega Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14047-56)

J. Kamin & Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1956, incorporating: Milton W. Winston, notary, Ann Druzin, secretary, and Sylvia Hymovitch, secretary, widow of the late Hyman Hymovitch, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as painting contractor and to deal in materials connected with the above, under the name of "J. Kamin & Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5267, Borden Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10187-57)

Kildare Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1957, incorporating: Rodney Alexander Patch, Advocate and Queen's Counsel, Austin Stuart Hyndman and Robert Charles Legge, both Advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Kildare Ltd.", with a total capital stock of \$700 divided into 7 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 215, St. James Street, West, Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10063-57)

**Kingwa Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1957, incorporat-

de Billy, avocat et conseil en loi de la Reine, Claire Miquelon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, André Gagnon, avocat et conseil en loi de la Reine, tous deux de Sillery et Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations afin de découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Kingwa Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10066-57)

Korak Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1957, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Claire Miquelon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, André Gagnon, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery, et Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier sous le nom de "Korak Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10058-57)

Kovik Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1957, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Claire Miquelon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, André Gagnon, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery et Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier sous le nom de "Kovik Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune,

ing: Jacques de Billy, Advocate and Queen's Counsel, Claire Miquelon, Secretary, Spinster, both of Quebec, Charlotte Risi, Secretary, Spinster, Ancre Gagnon, Advocate and Queen's Counsel, both of Sillery, and Huguette Morin, Secretary, Spinster, of Lauzon, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Kingwa Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10066-57)

Korak Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1957, incorporating: Jacques de Billy, advocate, Queen's Counsel, Claire Miquelon, secretary, spinster, both of Quebec, André Gagnon, advocate, Queen's Counsel, Charlotte Risi, secretary, spinster, both of Sillery, and Huguette Morin, secretary, spinster, of Lauzon, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Korak Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10058-57)

Kovik Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1957, incorporating: Jacques de Billy, advocate and Queen's Counsel, Claire Miquelon, secretary, spinster, both of Quebec, André Gagnon, advocate and Queen's Counsel, Charlotte Risi, secretary, spinster, both of Sillery, and Huguette Morin, secretary, spinster, of Lauzon, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Kovik Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10129-57)

**La Compagnie de Promotion des
Laurentides Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1957, constituant en corporation: Adrienne Bellisle, secrétaire, fille majeure, Anne-Marie Lajeunesse, sténographe, fille majeure, et Raymond Cossette, notaire, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille "holding", sous le nom de "La Compagnie de Promotion des Laurentides Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 10382-57)

**Lake St. Joseph Iron Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1957, constituant en corporation: Thérèse Boissy, Rita Angers et Suzanne Lefebvre, toutes trois sténographes, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Lake St. Joseph Iron Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$10,000,000, divisé en 10,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10190-57)

L'Almanach du Dimanche Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1957, constituant en corporation: Guy-M. Desaulniers, avocat, Françoise Savard et France Tremblay, toutes deux secrétaires, célibataires; tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10129-57)

**La Compagnie de Promotion des
Laurentides Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1957, incorporating: Adrienne Bellisle, secretary, of full age, Anne-Marie Lajeunesse, stenographer, of full age, and Raymond Cossette, notary, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company, under the name of "La Compagnie de Promotion des Laurentides Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10382-57)

**Lake St. Joseph Iron Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1957, incorporating: Thérèse Boissy, Rita Angers and Suzanne Lefebvre, all three stenographers, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Lake St. Joseph Iron Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$10,000,000, divided into 10,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10190-57)

L'Almanach du Dimanche Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1957, incorporating: Guy-M. Desaulniers, advocate, Françoise Savard and France Tremblay, both secretaries, bachelors, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme imprimeurs et publicistes, sous le nom de "L'Almanach du Dimanche Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Île Perrot Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 14146-56)

Langlois Shirts Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1957, constituant en corporation: Georges Langlois, industriel, Luce Nobert, épouse séparée de biens dudit Georges Langlois, et François Carbonneau, gérant, tous trois de Yamachiche, pour les objets suivants:

Acquérir l'industrie ou manufacture de chemises exploitée par M. Georges Langlois, sous le nom de "Langlois Shirts Mfg. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Yamachiche, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 10064-57)

**Lemoyne Rim Mines Quebec Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1957, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Claire Miquelon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, André Gagnon, avocat et Conseil en Loi de la Reine et Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier sous le nom de "Lemoyne Rim Mines Quebec Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10054-57)

**Les Urbanistes Associés Inc.
The Associated Town Planners Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

To carry on business as printers and publicists under the name of "L'Almanach du Dimanche Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at "L'Île Perrot-North", judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14146-56)

Langlois Shirts Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1957, incorporating: Georges Langlois, industrialist, Luce Nobert, wife separate as to property of the said Georges Langlois, and François Carbonneau, manager, all three of Yamachiche, for the following purposes:

To acquire the industry or shirt factory operated by Mr. Georges Langlois, under the name of "Langlois Shirts Mfg. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Yamachiche, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10064-57)

**Lemoyne Rim Mines Quebec Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1957, incorporating: Jacques de Billy, advocate and Queen's Counsel, Claire Miquelon, secretary, spinster, both of Québec, Huguette Morin, secretary, spinster, of Lauzon, André Gagnon, advocate and Queen's Counsel, and Charlotte Risi, secretary, spinster, both of Sillery, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Lemoyne Rim Mines Quebec Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10054-57)

**Les Urbanistes Associés Inc.
The Associated Town Planners Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh

du onze janvier 1957, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Maurice Johnson, avocat, et Yvette Marcoux, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des études, analyses, recherches, plans et expertises de toutes sortes dans le domaine de l'urbanisme urbain, rural, métropolitain et régional; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Urbanistes Associés Inc." — The Associated Town Planners Inc., avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 14138-56)

Levac Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1957, constituant en corporation: René Levac, garagiste, Alice St-Amand Levac, ménagère, épouse commune en biens dudit René Levac, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Saint-Zotique, et Jean-Claude Bourbonnais, vendeur, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Levac Automobile Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Zotique, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 10170-57)

Lu-Rich Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1956, constituant en corporation: Conrad Shatner, de la ville de Hampstead, Harry Blank et Baruch Pollack, tous deux de Montréal, tous trois avocats et majeurs, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Lu-Rich Building Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 395 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 5 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10021-57)

Majorca Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

day of January, 1957, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, of Longueuil, Marice Johnson, advocate, and Yvette Marcoux, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To carry out studies, analysis, research, detailed maps and valuation surveys of every nature and kind in the field of urban, rural, metropolitan and regional town-planning; to carry on business as general building contractors; under the name of "Les Urbanistes Associés Inc." — The Associated Town Planners Inc., with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at The Town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14138-56)

Levac Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1957, incorporating: René Levac, garage-keeper, Alice St-Amand Levac, housewife, wife common as to property of the said René Levac, and duly authorized by him for these purposes, both of Saint-Zotique, and Jean-Claude Bourbonnais, salesman, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles; to operate as garage-keepers, under the name of "Levac Automobile Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Zotique, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10170-57)

Lu-Rich Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1956, incorporating: Conrad Shatner, of the Town of Hampstead, Harry Blank and Baruch Pollack, both of Montreal, all three Advocates of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Lu-Rich Building Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 395 preferred shares having a par value of \$100 each and into 5 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10021-57)

Majorca Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1957, constituant en corporation: John Napier Turner, avocat, Margot Mary Quinn et Joanne Marie Kelly, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Majorca Investments Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 14024-56)

Manoir du Nord Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1957, constituant en corporation: Claude-R. Baillargeon, Edgar Allard, avocats, et Judith Manibal, secrétaire, célibataire majeure, tous de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de "Manoir du Nord Limitée", avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 10092-57)

Matane Ready Mix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1957, constituant en corporation: Benoit Pelletier, boulanger, Georges Dubé, entrepreneur général, et J.-Roland Boulanger, commis de bureau, tous trois de Matane, pour les objets suivants:

La construction, la réparation et la modification de tous ouvrages publics ou privés, sous le nom de "Matane Ready Mix Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 450 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 13866-56)

May Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1956, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzveig, avocat, de Montréal, et Manuel

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1957, incorporating: John Napier Turner, advocate, Margot Mary Quinn and Joanne Marie Kelly, both secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Majorca Investments Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14024-56)

Manoir du Nord Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1957, incorporating: Claude R. Baillargeon, Edgar Allard, advocates, and Judith Manibal, secretary, bachelor of full age, all of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on business as hotel and restaurant keepers, under the name of "Manoir du Nord Limitée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Senneterre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10092-57)

Matane Ready Mix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1957, incorporating: Benoit Pelletier, baker, Georges Dubé, general contractor and J. Roland Boulanger, office clerk, all three of Matane, for the following purposes:

The construction, repair, and alteration of public or private works of every nature or kind, under the name of "Matane Ready Mix Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 450 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13866-56)

May Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1956, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig, advocate, of Montreal, and Manuel Shacter, advo-

Shacter, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "May Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10012-57)

M. Daniel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1956, constituant en corporation: Yves Pratte, de Sillery, Louis Pratte, de Ste-Foy et André Miville-Dechêne, de Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits, mercerie, produits alimentaires, chimiques et de beauté, sous le nom de "M. Daniel Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1193 ouest, rue St-Cyrille, Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10023-56)

Metro Musical Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1957, constituant en corporation: Jean-Claude Mallette, marchand, de Verdun, André Mallette, marchand, de ville St-Pierre, et Paul-Émile Mallette, comptable agréé, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'appareils électriques et électroniques, sous le nom de "Metro Musical Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 66, rue Westminster, Montréal-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 14126-56)

Novoco Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1956, constituant en corporation: John Napier Turner, avocat, Joanne Marie Kelly et Margot Mary Quinn, toutes

cate, of Dorval, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "May Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10012-57)

M. Daniel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1956, incorporating: Yves Pratte, of Sillery, Louis Pratte, of Ste-Foy, and André Miville-Dechêne, of Quebec, all three advocates, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, haberdashery, food, chemical and beauty products, under the name of "M. Daniel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1193, St. Cyrille Street, West, Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10023-56)

Metro Musical Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1957, incorporating: Jean-Claude Mallette, merchant, of Verdun, André Mallette, merchant, of the town of St. Pierre, and Paul Émile Mallette, chartered accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in electrical and electronic apparatus, under the name of "Metro Musical Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 66 Westminster Street, Montreal-West, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14126-56)

Novoco Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1956, incorporating: John Napier Turner, Advocate, Joanne Marie Kelly and Margot Mary Quinn, both Secretaries,

deux secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Noveco Investments Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 437 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10088-57)

Parity Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1957, constituant en corporation: Maurice J. Garmaise, Mortimer Dolman, tous deux notaires Seymour Berish, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles et celui de marchands de matériaux de construction, sous le nom de "Parity Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10060-57)

**Parlo Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1957, constituant en corporation: Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, André Gagnon, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery, Jacques de Billy, avocat et Conseil en Loi de la Reine et Claire Miquelon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier sous le nom de "Parlo Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10050-57)

**Povung Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier

spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Noveco Investments Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 437, St. James Street, West, Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10088-57)

Parity Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1957, incorporating: Maurice J. Garmaise, Mortimer Dolman, both Notaries, and Seymour Berish, Accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents; to deal in building material, under the name of "Parity Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10060-57)

**Parlo Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1957, incorporating: Huguette Morin, secretary, spinster, of Lauzon, André Gagnon, advocate and Queen's Counsel, Charlotte Risi, secretary, spinster, both of Sillery, Jacques de Billy, advocate and Queen's Counsel, and Claire Miquelon, secretary, spinster, both of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Parlo Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10050-57)

**Povung Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date

1957, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Claire Miquelon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, André Gagnon, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery et Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier sous le nom de "Povung Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 14174-56)

Pretty Children's Wear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux janvier 1957, constituant en corporation: David Lack, avocat, Bennie Epstein, Hyman Wolfe, manufacturiers, tous trois de Montréal et Pearl Auerbach, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements et accessoires de toutes sortes pour enfants, demoiselles, femmes et garçons, sous le nom de "Pretty Children's Wear Ltd.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10057-57)

**Raglan Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1957, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat et conseil en loi de la Reine, Claire Miquelon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, André Gagnon, avocat et conseil en loi de la Reine, Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery et Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations afin de découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Raglan Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

the fourth day of January, 1957, incorporating: Jacques de Billy, advocate and Queen's Counsel, Claire Miquelon, secretary, spinster, both of Quebec, André Gagnon, advocate and Queen's Counsel, Charlotte Risi, secretary, spinster, both of Sillery, and Huguette Morin, secretary, spinster, of Lauzon, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Povung Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14174-56)

Pretty Children's Wear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of January, 1957, incorporating: David Lack, Advocate, Bennie Epstein, Hyman Wolfe, Manufacturers, all three of Montreal, and Pearl Auerbach, Secretary, spinster, of Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in children's, misses', women's and boys' wearing apparel and accessories of every kind, under the name of "Pretty Children's Wear Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10057-57)

**Raglan Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1957, incorporating: Jacques de Billy, Advocate and Queen's Counsel, Claire Miquelon, Secretary, spinster, both of Quebec, André Gagnon, Advocate and Queen's Counsel, Charlotte Risi, Secretary, spinster, both of Sillery, and Huguette Morin, Secretary, spinster, of Lauzon, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Raglan Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10013-57)

René LeCompte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1956, constituant en corporation: Yves Pratte, de Sillery, Louis Pratte, de Ste-Foy, et André Miville-Dechêne, de Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'objets de piété, de bijoux, pierres précieuses, d'or, d'argent, de porcelaine, coutellerie et du verre, sous le nom de "René LeCompte Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1131, avenue Bourlamaque, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 14154-56)

Shefford Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1957, constituant en corporation: Jean Marquis, avocat, J.-C.-Fernand Larose, commerçant, et Aline Delorme Larose, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-C.-Fernand Larose, tous de Granby, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et de ses sous-produits; faire affaires comme agents d'immeubles, sous le nom de "Shefford Lumber Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 10053-57)

**Stupart Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1957, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Claire Miquelon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, André Gagnon, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery et Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Quebec, judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10013-57)

René LeCompte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1956, incorporating: Yves Pratte, of Sillery, Louis Pratte, of Ste. Foy, and André Miville-Dechêne, of Quebec, all three advocates, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in objects of piety, jewellery, precious stones, gold, silver, porcelain, cutlery and glassware, under the name of "René LeCompte Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each and into 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1131, Bourlamaque Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14154-56)

Shefford Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1957, incorporating: Jean Marquis, advocate, J.-C. Fernand Larose, dealer, and Aline Delorme Larose, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-C. Fernand Larose, all of Granby, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in lumber and its by-products; to carry on business as real estate agents under the name of "Shefford Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10053-57)

**Stupart Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1957, incorporating: Jacques de Billy, advocate and Queen's Counsel, Claire Miquelon, secretary, spinster, both of Québec, André Gagnon, advocate and Queen's Counsel, Charlotte Risi, secretary, spinster, both of Sillery, and Huguette Morin, secretary, spinster, of Lauzon, for the following purposes:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier sous le nom de "Stupart Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Stupart Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10086-57)

Tazin Mines Quebec Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1957, constituant en corporation: Joan Clark, avocat, de Ville Mont-Royal, John Lawrence McCrory et André Guertin, tous deux commis en loi, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations afin de découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Tazin Mines Quebec Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(A.G. 10086-57)

Tazin Mines Quebec Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1957, incorporating: Joan Clark, advocate, of the town of Mount Royal, John Lawrence McCrory and André Guertin, both law clerks, of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Tazin Mines Quebec Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13932-56)

The Montclair Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1957, constituant en corporation: Raymond Lette, de la ville de Hampstead, Hélène Gélinas, fille majeure, et Louis Vaillancourt, tous deux de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Acheter, détenir, posséder, vendre, céder, transférer, hypothéquer nantir ou autrement disposer d'obligations, hypothèques, débetures, billets, actions de capital-actions et autres valeurs; et exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et améliorations, sous le nom de "The Montclair Investment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(A.G. 13932-56)

The Montclair Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January 1957, incorporating: Raymond Lette, of the town of Hampstead, Hélène Gélinas spinster, and Louis Vaillancourt, both of Montreal, all three Attorneys, for the following purposes:

To purchase, hold, own, sell, assign, transfer, mortgage, pledge or otherwise dispose of bonds, mortgages, debentures, notes, shares of capital stock and other securities; to carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "The Montclair Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13538-56)

Threesome Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix janvier 1957, constituant en corporation: David Zunenshine, constructeur, Nathan Harold Caplan, notaire, tous deux de Montréal, et Samuel Lyon Caplan, notaire, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de développement, sous le nom de "Threesome Investment Corporation", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(A.G. 13538-56)

Threesome Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1957, incorporating: David Zunenshine, builder, Nathan Harold Caplan, notary, both of Montreal, and Samuel Lyon Caplan, notary, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Threesome Investment Corporation", with a total capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13743-56)

Val d'Or Theatre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit novembre 1956, constituant en corporation: Ulric Gariépy, employé civil pensionné, Gaston Duval, Claire Hélène Duval, tous deux comptables et Marie Duval, sténographe, compatible tous de Val d'Or, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de théâtres clos, salle de musique, salle de concert, cirque, hippodrome et agir comme propriétaires ou agents dans le domaine des vues animées, sous le nom de "Val d'Or Theatre Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 50,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit novembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(A.G. 13743-56)

Val d'Or Theatre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of November, 1956, incorporating: Ulric Gariépy, retired civil servant, Gaston Duval, Claire-Hélène Duval, both accountants, and Marie Duval, stenographer, accountant, all of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on the business of enclosed theatres, music hall, concert hall, circus, hippodrome and motion picture proprietors or agents, under the name of "Val d'Or Theatre Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 50,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of November, 1956.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10052-57)

**Vanasse Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1957, constituant en corporation: Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, André Gagnon, avocat et conseil en loi de la Reine, Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery, Jacques de Billy, avocat et conseil en loi de la Reine et Claire Miquelon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations afin de découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Vanasse Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

(A.G. 10052-57)

**Vanasse Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1957, incorporating: Huguette Morin, secretary, spinster, of Lauzon, André Gagnon, advocate and Queen's Counsel, Charlotte Risi, secretary, spinster, both of Sillery, Jacques de Billy, advocate and Queen's Counsel, and Claire Miquelon, secretary, spinster, both of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Vanasse Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10035-57)

Vista Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1957, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et conseil en loi de la Reine, Samuel Grossman, comptable, Sarah Miller, sténographe, tous trois de Montréal et Clarence Reuben Gross, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'améliorations, sous le nom de "Vista Construction Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 14041-56)

Waxman Developments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt décembre 1956, constituant en corporation: David Waxman, mercier, Daniel Kingstone, étudiant et Judith Fink, teneuse de livres, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, d'améliorations et de développements, sous le nom de "Waxman Developments Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

(P.G. 10128-57)

Willrich Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1957, constituant en corporation: Fernand Chaussé, d'Outremont, Gilles Godin, de Montréal, tous deux avocats et Marielle Perron, secrétaire, fille majeure, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'améliorations, sous le nom de "Willrich Realty Co. Ltd.", avec un capital total de \$80,000, divisé en 80,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10035-57)

Vista Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eighth day of January, 1957, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Samuel Grossman, accountant, Sarah Miller, stenographer, all three of Montreal, and Clarence Reuben Gross, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Vista Construction Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each and into 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14041-56)

Waxman Developments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twentieth day of December, 1956, incorporating: David Waxman, haberdasher, Daniel Kingstone, student, and Judith Fink, bookkeeper, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, improvement and development company, under the name of "Waxman Developments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each and into 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10128-57)

Willrich Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the ninth day of January, 1957, incorporating: Fernand Chaussé, of Outremont, Gilles Godin, of Montreal, both lawyers, and Marielle Perron, secretary, spinster, of St. Lambert, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Willrich Realty Co. Ltd.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 80,000 shares of a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 14196-56)

Allen Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze janvier 1957, à la compagnie "Allen Mfg. Co. Ltd.", augmentant son capital de \$20,000 à \$40,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 10188-57)

Atlantic Vending Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit janvier 1957, à la compagnie "Atlantic Music Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 23 novembre 1956, changeant son nom en celui de "Atlantic Vending Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 14100-56)

Canadian Steel Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept janvier 1957, à la compagnie "Canadian Steel Sales Ltd.", augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de \$10.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 13863-56)

Custom Built Homes Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit décembre 1956, à la compagnie "Custom Built Homes Corporation", réduisant son capital: le capital-actions annulé étant divisé en 18,040 actions privilégiées de \$5.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 14196-56)

Allen Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of January 1957, to the company "Allen Mfg. Co. Ltd.", increasing its capital from the sum of \$20,000 to \$40,000: the additional share capital being divided into 200 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10188-57)

Atlantic Vending Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated January twenty-eighth, 1957, to the company "Atlantic Music Corporation", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of November 23, 1956, changing its name into that of "Atlantic Vending Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14100-56)

Canadian Steel Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated seventh day of January 1957, to the company "Canadian Steel Sales Ltd.", increasing its capital from the sum of \$20,000 to \$60,000: the additional share capital being divided into 4,000 preferred shares of \$10.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13863-56)

Custom Built Homes Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated this eighteenth day of December 1956, to the company "Custom Built Homes Corporation" decreasing its capital: the cancelled share capital being divided into 18,040 preferred shares of \$5.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10165-57)

Domaine Estria Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois janvier 1957, à la compagnie "Domaine Estria Corporation", augmentant son capital de \$220,000 à \$260,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(A.G. 10165-57)

Domaine Estria Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated January twenty-third, 1957, to the company "Domaine Estria Corporation", increasing its capital stock from \$220,000 to \$260,000: the additional capital stock being divided into 400 shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13570-56)

Dufresne & Delisle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze janvier 1957, à la compagnie "Dufresne & Delisle Inc.", augmentant son capital de \$15,000 à \$40,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(A.G. 13570-56)

Dufresne & Delisle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of January 1957, to the company "Dufresne & Delisle Inc.", increasing its capital from the sum of \$15,000 to \$40,000: the additional share capital being divided into 25,000 common shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13946-56)

**Eastern Credit Inc.
Crédit de l'Est Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six décembre 1956, à la compagnie "Eastern Credit Inc.—Crédit de l'Est Inc.", convertissant et subdivisant 3,800 de ses 10,000 actions privilégiées de \$25 chacune en 19,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(A.G. 13946-56)

**Eastern Credit Inc.
Crédit de l'Est Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixth day of December 1956, to the company "Eastern Credit Inc.—Crédit de l'Est Inc.", converting and subdividing 3,800 of its 10,000 preferred shares of \$25 each into 19,000 common shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December 1956.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10000-57)

Fraid's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux janvier 1957, à la compagnie "Fraid's Inc.", subdivisant ses 200 actions communes de \$100 en 20,000 actions communes de \$1.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(A.G. 10000-57)

Fraid's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of January 1957, to the company "Fraid's Inc.", subdividing its 200 common shares of \$100 into 20,000 common shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10045-57)

Guy Larin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un janvier 1957, à la compagnie "Pylon Construction Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite pre-

(A.G. 10045-57)

Guy Larin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated January twenty-first, 1957, to the company "Pylon Construction Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by

mière partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 août 1949, changeant son nom en celui de "Guy Larin Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 13586-56)

Hy Deckelbaum Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze décembre 1956, à la compagnie "Hy Deckelbaum Ltd.", augmentant son capital de \$49,900 à \$100,000; le capital additionnel étant divisé en 501 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 13901-56)

John Richardson & Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze décembre 1956, à la compagnie "John Richardson & Co. Limited", augmentant son capital de \$20,000 à \$120,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 1000 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 14073-56)

Last Chance Discount House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente janvier 1957, à la compagnie "Jean Hébert Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 mars 1956, changeant son nom en celui de "Last Chance Discount House Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 13756-56)

Little Lady Garments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf novembre 1956, à la compagnie "Little Lady Garments Inc.", augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

letters patent of August, 19, 1949, changing its name into that of "Guy Larin Ltée."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13586-56)

Hy Deckelbaum Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twelfth day of December 1956, to the company "Hy Deckelbaum Ltd.", increasing its capital from the sum of \$49,900 to \$100,000; the additional share capital being divided into 501 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13901-56)

John Richardson & Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of December 1956, to the company "John Richardson & Co. Limited", increasing its capital from the sum of \$20,000 to \$120,000; the additional share capital being divided into 1000 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December 1956.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14073-56)

Last Chance Discount House Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of January 1957, to the company "Jean Hébert Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 20, 1956, changing its name to that of "Last Chance Discount House Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13756-56)

Little Lady Garments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated November twenty-ninth, 1956, to the company "Little Lady Garments Inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$100,000; the additional capital stock being divided into 600 shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1956.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14210-56)

Manitou Lodge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze janvier 1957, à la compagnie "Manitou Lodge Inc.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE

(A.G. 14210-56)

Manitou Lodge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated January fifteenth, 1957, to the company "Manitou Lodge Inc.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13947-56)

Mark Hot Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un décembre 1956, à la compagnie "Mark Hot Inc.", 1° subdivisant et convertissant ses 1,000 actions communes de \$100 en 50,000 actions classe "B" de \$2; 2° augmentant son capital de \$100,000 à \$450,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 25,000 actions classe "A" de \$10 et en 50,000 actions classe "B" de \$2; 3° modifiant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE

(A.G. 13947-56)

Mark Hot Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated December twenty-first 1956, to the company, "Mark Hot Inc.", 1. subdividing and converting its 1,000 common shares of \$100 into 50,000 class "B" shares of \$2; 2. increasing its capital stock from \$100,000 to \$450,000; the additional capital stock being divided into 25,000 class "A" shares of \$10 and into 50,000 class "B" of \$2; 3. amending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10019-57)

Morrie Heft Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux janvier 1957, à la compagnie "Morrie Heft Inc.", augmentant son capital de \$40,000 à \$90,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE

(A.G. 10019-57)

Morrie Heft Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated January twenty-second, 1957, to the company "Morrie Heft Inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$90,000; the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13964-56)

Patenaude Automobile, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt décembre 1956, à la compagnie "Patenaude Automobile, Limitée", 1° subdivisant ses 200 actions de \$100 en 20,000 actions de \$1; 2° augmentant son capital de \$20,000 à \$120,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE

(A.G. 13964-56)

Patenaude Automobile, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated December twentieth, 1956, to the company, "Patenaude Automobile, Limitée", 1.) subdividing its 200 shares of \$100 into 20,000 shares of \$1; 2.) increasing its capital stock from \$20,000 to \$120,000; the additional capitals stock being divided into 1,000 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13844-56)

Powter's Prompt and Punctual Printery, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplé-

(A.G. 13844-56)

Powter's Prompt and Punctual Printery, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated

mentaires, en date du trente et un décembre 1956, à la compagnie "Powter's Prompt and Punctual Printery, Limited", augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions privilégiées de \$5.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 10219-57)

Quality Junior Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept janvier 1957, à la compagnie "Quality Childrens Wear Incorporated", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 juin 1935, changeant son nom en celui de "Quality Junior Wear Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 13715-56)

Realty Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit janvier 1957, à la compagnie "Realty Holdings Corp.", 1° réduisant son capital de \$20,000 à \$5,000: le capital-actions annulé étant divisé en 150 actions de \$100; 2° augmentant son capital ainsi réduit de \$5,000 à \$70,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 150 actions ordinaires de \$100 et en 500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 13902-56)

Shaver's Cleaning Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix décembre 1956, à la compagnie "Shaver's Cleaning Services Ltd.", réduisant son capital: le capital-actions annulé étant divisé en 1,900 actions sans valeur au pair.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 14120-56)

Sport Play Garments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize janvier 1957, à la compagnie "Sport Play Garments Inc.", augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100.

December thirty-first, 1956, to the company, "Powter's Prompt and Punctual Printery, Limited", increasing its capital stock: the additional capital stock being divided into 200 preferred shares of \$5.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty first day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10219-57)

Quality Junior Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated January seventeenth, 1957, to the company "Quality Childrens Wear Incorporated", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of June 19, 1935, changing its name into that of "Quality Junior Wear Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13715-56)

Realty Holdings Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighteenth day of January 1957, to the company "Realty Holdings Corp.", 1. decreasing its capital from the sum of \$20,000 to \$5,000: the cancelled shares capital being divided into 150 shares of \$100; 2. increasing its capital thus decreased from \$5,000 to \$70,000: the additional share capital being divided into 150 common shares of \$100 and 500 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13902-56)

Shaver's Cleaning Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of December 1956, to the company "Shaver's Cleaning Services Ltd." decreasing its capital: the cancelled share capital being divided into 1,900 shares without par value.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December 1956.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14120-56)

Sport Play Garments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated January sixteenth, 1957, to the company "Sport Play Garments Inc." increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000: the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

(P.G. 14072-56)

**Tar Point Oil Company
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf décembre 1956, à la compagnie "Tar Point Oil Company" (No Personal Liability), augmentant son capital de \$5,000,000 à \$7,000,000: le capital actions additionnel étant divisé en 2,000,000 actions de \$1.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44404-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14072-56)

**Tar Point Oil Company
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated December nineteenth, 1956, to the company, "Tar Point Oil Company" (No Personal Liability), increasing its capital stock from \$5,000,000 to \$7,000,000: the additional capital stock being divided into 2,000,000 shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44404 Acting Deputy Attorney General.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret No. 3088 du 7 août, 1946, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret dans sa teneur modifiée:

Les articles ou paragraphes suivants:

Le paragraphe *h* de l'article I, intitulé "Juridiction Professionnelle";

Le paragraphe *b* de l'article II, intitulé "Juridiction Territoriale";

Le paragraphe *b* de l'article VI, intitulé "Jours de Fêtes Payés";

Le paragraphe *c* de l'article XVII, intitulé "Vacances Payées";

L'article XIX, intitulé "Taux Minima de Salaires";

seront remplacés par les articles ou paragraphes ci-après:

I. *Juridiction professionnelle: h*) Les préposés aux machines spéciales servant à la production de billets de passagers, d'étiquettes de prix, d'étiquettes mobiles d'expédition (shipping tags), lorsque ces produits sont fabriqués et imprimés d'après matériel en bobine, en une seule opération continue.

II. *Juridiction territoriale: b*) Pour les fins d'application du présent décret, cette juridiction territoriale est divisée en zones de la façon suivante:

Zone I: L'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites, en ligne droite.

Zone II: Les municipalités suivantes et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites: Drummondville, East-Templeton, Granby, Grand'Mère, Hull, Joliette, Magog, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Iberville,

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing trades in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree No. 3088 of August 7, 1946, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

The following sections or subsections, as the case may be, namely:

Sub-Section *h* of Section I, entitled "Professional Jurisdiction";

Sub-Section *b* of Section II, entitled "Territorial Jurisdiction";

Sub-Section *b* of Section VI, entitled "Holidays with Pay";

Sub-Section *c* of Section XVII, entitled "Vacation with Pay";

Section XIX, entitled "Minimum Hourly Rates";

will be replaced by the following sections or subsections, as the case may be:

I. *Professional jurisdiction: h*) Operators on specialty machines used in manufacture of transportation tickets, price tickets and shipping tags, when produced and printed from the roll in one continuous operation.

II. *Territorial jurisdiction: b*) For the purposes of the enforcement of the present decree, the territorial jurisdiction is divided into the following zones:

Zone I: The Island of Montreal and the territory included within a radius of the (10) miles in a straight line from its boundaries.

Zone II: The following municipalities and the territory included within a radius of two (2) miles from their limits: Drummondville, East-Templeton, Granby, Grand'Mère, Hull, Joliette, Magog, St. Hyacinthe, St. Jean, Iberville, St.

Saint-Jérôme, Shawinigan Falls, Sherbrooke, Sorel, Trois-Rivières, Valleyfield et Victoriaville.

Zone III: Toute la juridiction territoriale à l'exception des autres zones.

VI. *Jours de Fêtes payés:* b) Lorsqu'un jour de fête tombe ou est observé un jour régulier de travail et qu'aucun travail n'est exécuté ce jour-là, les salariés doivent être payés aux taux des heures régulières de travail pour le nombre d'heures de travail qu'ils auraient faites ce jour-là, mais qui ne pourra être inférieur à celui qui constitue le jour normal de travail de l'établissement. (Tout travail exécuté l'un de ces jours de fêtes, doit être rémunéré à un taux double de salaire tel que prévu au paragraphe "i" de l'article V).

XVII. *Vacances payées:* c) Tout salarié qui compte au 30 avril de chaque année deux ans de service ou plus avec le même employeur, a droit au cours de ladite année à des vacances payées comme suit:

2 ans de service:	7 jours de vacances,
3 ans de service:	8 jours de vacances,
4 ans de service:	9 jours de vacances,
5 ans de service:	10 jours de vacances.

Dans le cas où un salarié a droit au cours d'une année, à un ou plusieurs jours additionnels de vacances en vertu du présent paragraphe, il sera laissé à la discrétion de l'employeur, après avoir pris avis du salarié, de déterminer à quelle date ce ou ces jours additionnels de vacances seront pris au cours de ladite année.

Jérôme, Shawinigan Falls, Sherbrooke, Sorel, Three-Rivers, Valleyfield and Victoriaville.

Zone III: The whole territorial jurisdiction with the exception of the territory covered by other zones.

VI. *Holidays with pay:* b) If a day observed as a holiday occurs or is kept on a regularly scheduled work day, employees shall be paid for such holiday, when not worked, at straight time rates for the number of hours that would normally have been worked, and in any event for not less than the normal working day of the establishment. (When worked, double-time rates shall prevail, as provided for in Section V, i).

XVII. *Vacation with pay:* c) An employee who on April 30th, in any year, has had two or more years' service with the same employer shall be entitled to a vacation with pay in that year as follows:

2 years' service:	7 days vacation,
3 years' service:	8 days vacation,
4 years' service:	9 days vacation,
5 years' service:	10 days vacation.

In the case where an employee is entitled in any year to one or more additional days' vacation in virtue of this Sub-Section, it will be left to the discretion of the employer, after notification by the employee, to determine when such additional day or days of vacation shall be taken during the course of the said year.

XIX — Taux minima de salaires — Minimum hourly rates

	Zones					
	I		II		III	
	jour day	nuit night	jour day	nuit night	jour day	nuit night
A) <i>Atelier de composition — Composing room:</i>						
Compagnon typographe — Journeyman compositor	\$2.00	\$2.30	\$1.71	\$1.97	\$1.58	\$1.82
Compagnon opérateur de clavier — Journeyman keyboard operator	2.00	2.30	1.71	1.97	1.58	1.82
Correcteur d'épreuves: — Proof reader: (employé précédemment comme compagnon typographe avant d'être appelé à remplir les fonctions de correcteur d'épreuves) — (who has been employed as journeyman compositor before being assigned to proof reading)	2.00	2.30	1.71	1.97	1.58	1.82
Compagnon opérateur de fondeuse: — Casterman: (doit pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateur de clavier) — must be capable of taking complete charge of casters and keyboards, but need not be keyboard operator)	2.00	2.30	1.71	1.97	1.58	1.82
Aide sur fondeuse: — Caster runner:						
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months . . .	0.63	0.72	0.55	0.63	0.52	0.60
2e semestre — 2nd six months . . .	0.65	0.75	0.56	0.64	0.53	0.61
2e année, 1er semestre — 2nd year, 1st six months . . .	0.68	0.78	0.61	0.70	0.59	0.68
2e semestre — 2nd six months . . .	0.71	0.82	0.63	0.72	0.60	0.69
3e année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months . . .	0.85	0.98	0.78	0.90	0.76	0.87
2e semestre — 2nd six months . . .	0.94	1.08	0.84	0.97	0.81	0.93

Après 3 années révolues, les aides sur fondeuses sont rémunérés selon les conditions convenues entre salariés et employeurs, mais en aucun cas le salaire ne doit être inférieur à celui fixé pour un apprenti de 3e année, 2e semestre. — Thereafter, caster runners will be paid at rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for a 3rd year, 2nd six months apprentice.

B) *Atelier d'impression — Press room:*

i) Presses à plateau; presses à cartes; presses à enveloppes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes; presses à plateau pouvant imprimer papier sur bobine; presses à multiple plateaux; presses à plateau ou

	Zones					
	I		II		III	
	jour	nuit	jour	nuit	jour	nuit
	day	night	day	night	day	night
autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid; machines à multicopier, de toutes description et de tous formats — automatiques ou margées à la main: — Platen presses; Card presses; Envelope Presses; Silk ribbon printing presses; Pin ticket presses; Platen presses with web attachment; Multiple platen presses; Platen or other type presses used for hot or cold embossing; Multicopying machines of every size and description — automatic or hand fed:						
Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.73	1.99	1.43	1.64	1.37	1.58
Assistant-pressier — Assistant pressman	1.67	1.92	1.37	1.58	1.32	1.52
Margeur — Feeder	1.34	1.54	1.15	1.32	1.09	1.25
ii) Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; presses à imprimer, à gaufrer et à découper en une opération continue; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical-une couleur-tous formats-automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 inches in width; Machine for Power Printing, die embossing and die cutting in one continuous operation; Flat bed cylinder presses-one colour-all sizes-whether automatic or hand fed:						
Compagnon pressier — Journeyman pressman	2.00	2.30	1.71	1.97	1.58	1.82
Assistant pressier — Assistant pressman	1.73	1.99	1.43	1.64	1.37	1.58
Margeur — Feeder	1.45	1.67	1.21	1.39	1.15	1.32
iii) Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de 36 pouces et plus; presses "Tubular" de 16 pages ou toutes autres rotatives de mêmes calibre; presses rotatives margeant papier à feuilles mobiles; presses rotatives à deux couleurs; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, à deux couleurs, presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour deuxième couleur, presses à réimpression-automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls 36 inches and over; Tubular rotary presses — 16-page or any rotary press of same capacity; Rotary presses, sheet fed; two-colour rotary presses; two-colour flat bed cylinder presses with spécial attachment for 2nd colour; perfecting presses-whether automatic or hand fed:						
Compagnon pressier — Journeyman pressman	2.22	2.54	1.80	2.07	1.72	1.98
Assistant-pressier — Assistant pressman	1.73	1.99	1.43	1.64	1.37	1.58
C) <i>Atelier de reliure et de finition: — Bookbinding and finishing department:</i>						
Compagnon relieur — Journeyman bookbinder	2.00	2.30	1.71	1.97	1.58	1.82
Opérateur de: — Operator on:						
Machines à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; machines à régler (plumes ou disques) — Paper and cloth-cutting machines, when using straight or serrated knives; ruling machines — pen and/or disk	2.00	2.30	1.71	1.97	1.58	1.82
Opérateur de — Operator on:						
Machines à plier; machines à assembler automatiques; machines à couper le carton; machines rotatives à couper la toile, le papier ou le carton; machines à collationner automatiques, rotatives ou margées à la main; machines à biseauter le carton ou le cuir; machines à faire les couvertures; machines à endosser; machines à frapper et à gaufrer; machines à encaisser (pas plus de 2 aides par machine); machines à empreintes servant à fabriquer des couvertures en relief; machines à arrondir; machines à coller de plus de 24 pouces de largeur — Folding machines; automatic gathering machines; Shearboard cutters; Rotary linen, paper or board cutters; Collators — rotary, automatic or hand fed; Board or leather bevelling machines; Case-making machines; Back-lining machines; Casing-in-machines (not more than two helpers per machine); Backing machines; Stamping machines — automatic or hand; Power machines, as used in the embossing or making of book covers; Rounding machines; Pasting machines over 24 inches in width	2.00	2.30	1.71	1.97	1.58	1.82
Opérateur sur rogneuses: jusqu'à 25 pouces — Operator on Paper trimmers and choppers, up to 25 inches	1.35	1.55	1.14	1.31	1.08	1.24

	Zones					
	I		II		III	
	jour	nuît	jour	nuît	jour	nuît
	day	night	day	night	day	night
Main-d'œuvre féminine: — Female help:						
Fille, femme ou homme lorsque celui-ci remplace celle-là — opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin — Female employees, and males when replacing females — hand operations of every description considered as women's work.....	1.01	1.16	0.86	0.99	0.80	0.92
Margeuse: — Feeding:						
Machines à régler; machines à estamper; machines à plier Ruling machines; Folding machines; Stamping machines	1.01	1.16	0.86	0.99	0.80	0.92
Opératrice: — Operating:						
Machines à poinçonner; machines à brocher; machines à coudre; machines à numérotter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployées; machines à poser les feuillets de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur — Punch machines; Stitching machines; Sewing machines; Eyeletting machines; Numbering machines; Perforating machines; Gathering Tables; Round-cornering machines as used on bookcases, or covers; Tinning machines; Pasting machines in size smaller than 24 inches in width	1.01	1.16	0.86	0.99	0.80	0.92
Apprentie: — Apprentice (Female):						
Le nombre d'apprenties ne doit pas excéder le tiers du nombre total des salariées. Toute personne ayant moins de 36 mois d'expérience est considérée comme apprentie. — The number of apprentices shall not exceed one third (1/3) of the total number of female employees. Any person having less than thirty-six (36) months experience at the trade shall be considered as an apprentice:						
1ère année, 1er semestre — 1st year 1st six months...	0.55	0.63	0.53	0.61	0.49	0.56
2e semestre 2nd six months ..	0.61	0.70	0.54	0.62	0.53	0.61
2e année, 1er semestre — 2nd year 2nd six months ..	0.67	0.77	0.64	0.74	0.61	0.70
2e semestre 2nd six months ..	0.74	0.85	0.73	0.84	0.68	0.78
3e année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months ..	0.80	0.92	0.76	0.87	0.72	0.83
2e semestre 2nd six months ..	0.86	0.99	0.82	0.94	0.75	0.86
D) i) Apprenti — Apprentice:						
(Atelier de Composition, Réglage, Coupage, Reliure et Finition) — (Composition, Ruling, Cutting, Bindery and Finishing Departments):						
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months ..	0.63	0.72	0.55	0.63	0.52	0.60
2e semestre 2nd six months ..	0.65	0.75	0.56	0.64	0.53	0.61
2e année, 1er semestre — 2nd year 1st six months ..	0.68	0.78	0.61	0.70	0.59	0.68
2e semestre 2nd six months ..	0.71	0.82	0.63	0.72	0.60	0.69
3e année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months ..	0.85	0.98	0.78	0.90	0.76	0.87
2e semestre 2nd six months ..	0.94	1.08	0.84	0.97	0.81	0.93
4e année, 1er semestre — 4th year, 1er semestre ..	1.03	1.18	0.89	1.02	0.88	1.01
2e semestre 2nd six months ..	1.15	1.32	1.00	1.15	0.96	1.10
5e année, 1er semestre — 5th year, 1st six months ..	1.35	1.55	1.22	1.40	1.16	1.33
2e semestre 2nd six months ..	1.48	1.70	1.26	1.45	1.20	1.38
6e année, 1er semestre — 6th year, 1st six months ..	1.58	1.82	1.32	1.52	1.26	1.45
2e semestre 2nd six months ..	1.67	1.92	1.41	1.62	1.36	1.56
D) ii) Atelier d'impression (toutes presses) — Press department (all presses):						
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months ..	0.63	0.72	0.54	0.62	0.48	0.55
2e semestre 2nd six months ..	0.76	0.87	0.65	0.75	0.59	0.68
2e année, 1er semestre — 2nd year 1st six months ..	0.88	1.01	0.78	0.90	0.72	0.83
2e semestre 2nd six months ..	1.04	1.20	0.88	1.01	0.81	0.93
3e année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months ..	1.17	1.35	1.00	1.15	0.92	1.06
2e semestre 2nd six months ..	1.31	1.51	1.13	1.30	1.03	1.18
4e année, 1er semestre — 4th year, 1st six months ..	1.45	1.67	1.24	1.43	1.14	1.31
2e semestre 2nd six months ..	1.59	1.83	1.34	1.54	1.25	1.44
iii) Presses Groupe B-i — Presses, Group B-i						
5e année — 5th year	1.67	1.92	1.37	1.58	1.32	1.52
6e année — 6th year	1.68	1.93	1.38	1.59	1.33	1.53
7e année — 7th year	1.71	1.97	1.39	1.60	1.35	1.55
iv) Presses Groupe B-ii et Groupe B-iii — Presses, Groupe B-ii and Group B-iii:						
5e année — 5th year	1.73	1.99	1.43	1.64	1.37	1.58
6e année — 6th year	1.83	2.10	1.55	1.78	1.44	1.66
7e année — 7th year	1.91	2.20	1.69	1.94	1.56	1.79
E) Aide inexpérimenté (masculin), Tous départements: — Helper (male) unskilled, (all departments):						
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months ..	0.63	0.72	0.55	0.63	0.52	0.60
Subséquent — Thereafter	0.76	0.87	0.68	0.78	0.65	0.75

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mars 1957. 44418-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Chambre de Construction de Montréal, Inc. (Section de la fabrication en métal en feuilles);

Et, D'AUTRE PART:

"Sheet Metal Workers International Association, Local 116";
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

1° *Définitions*: Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "chef d'équipe" désigne un mécanicien en charge de l'exécution d'un travail et qui a un groupe de salariés travaillant sous sa juridiction.

b) Le terme "mécanicien en métal en feuille" désigne tout salarié qualifié qui peut lire les plans et exécuter d'après les dessins toute opération relative à la fabrication du métal en feuille et des métaux similaires, sans aide ou surveillance.

c) *Soudeurs*: 1° Le terme "compagnon soudeur" désigne tout salarié possédant une connaissance complète de la soudure acétylène ou électrique de tout métal en feuille ou des métaux similaires et pouvant exécuter lui-même, d'après les plans et devis, toutes les opérations de son métier, sans aide ou surveillance.

Note: Un soudeur qualifié en vertu de l'article 25 des règlements en exécution de la Loi des appareils sous pression et approuvés par le "Unfired Pressure Vessels Code", édition 1943, doit être considéré comme un compagnon-soudeur.

2° *Soudeur-spécialiste*: Le terme "soudeur-spécialiste" désigne un salarié possédant une connaissance de la soudure acétylène ou de la soudure électrique du métal en feuille et des métaux similaires et pouvant exécuter les opérations de son métier selon les instructions qu'il reçoit.

3° Le terme "soudeur en série" désigne tout salarié affecté à un travail de routine en soudure dont le taux de salaire est automatiquement majoré de la façon indiquée à l'article VII et qui est promu soudeur spécialiste après le 4ième semestre d'emploi.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 2, 1957. 44418-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Builder's Exchange Inc., (Sheet Metal Fabricating Section);

And, ON THE OTHER PART:

Sheet Metal Workers International Association, Local Union No. 116;
for the employers and employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

1. *Definitions*: For the purposes of enforcement of this decree, the following terms shall have the meaning hereinafter stated:

a) "Charge Hand" shall mean a mechanic in charge of the fabrication of a job and having a group of men working under his direction.

b) "Sheet Metal Mechanic" shall mean an employee skilled in his trade, competent to work from drawings and carry out the fabrication of sheet metal and allied materials products without direction from others.

c) *Welders*: 1. A "Journeyman Welder" shall be an employee with complete knowledge of either gas or electric arc welding of all sheet metal and allied materials, competent to work directly from drawings and specifications and able to carry out operations in his trade without direction from others.

Note: A welder qualified under article 25 of the regulations for carrying out the Pressure Vessels Act and as approved under the "Unfired Pressure Vessels Code, 1943 Edition" shall be classified as a journeyman welder.

2. "Welder Specialist" shall be an employee with knowledge of either gas or electric arc welding of sheet metal and allied materials and competent to carry out operations in his trade under supervision.

3. A "Production Welder" shall be a workman employed on routine welding operations, whose rates shall be increased automatically as indicated in section VII A.

d) *Machiniste*: 1° Le terme "compagnon-machiniste" désigne tout salarié qualifié possédant une connaissance complète de la machinerie et pouvant exécuter sur plans et devis toutes les opérations de son métier.

2° Le terme "machiniste spécialiste" désigne un salarié possédant une connaissance complète de la machinerie et pouvant ajuster et opérer l'une des machines suivantes employées dans des ateliers: tour, fraiseuse, scie (do-all), machine à mouler, raboteur, machine à profiler et à façonner (à l'exception des machines manuelles et des machines d'établi). Il doit être capable de travailler sur plans et devis et savoir se servir de la règle et du micromètre.

e) Le mot "outilleur" désigne tout salarié spécialisé dans la fabrication des poinçons, guides et outils. L'outilleur doit être capable de produire ces articles d'après les dessins ou esquisses en employant l'outillage régulier de l'atelier, sans aide ou surveillance.

f) Le terme "compagnon peintre" désigne tout salarié qui a toute l'expérience voulue pour peindre les métaux et autres matériaux de même nature, soit au pinceau, au pistolet ou par immersion et pour faire le nettoyage et la cuisson nécessaire. Il doit pouvoir préparer les couleurs et mélanger sa propre peinture et avoir été engagé spécifiquement comme peintre.

g) Le terme "peintre au pistolet" désigne tout salarié travaillant durant au moins 70% de son temps à peindre au pistolet et qui peut mélanger la peinture utilisée pour cette opération et prendre soin du pistolet.

h) Le mot "forgeron" désigne tout salarié capable d'exécuter le travail appartenant au métier de forgeron.

i) Le terme "préposé aux machines" désigne tout salarié capable de monter et d'ajuster sa machine pour les opérations ordinaires à exécuter et de voir au fonctionnement de sa machine d'une façon compétente. Les préposés à la cisaille mécanique à la plieuse et découpeuse mécanique ou à la machine à rouler (roll forming), à l'exception de la machine à ourler (lock former) "Pittsburg", sont considérés comme préposés aux machines.

j) Les termes "assembleur" et "ouvrier spécialisé" désignent tous salariés qui peuvent exécuter toute opération d'après les instructions, lire les détails apparaissant sur les plans et exécuter des travaux requérant moins de compétence que ceux qu'exécutent les ouvriers qualifiés.

k) Le terme "ouvrier de la production" désigne tout salarié qui, ayant reçu l'entraînement nécessaire, exécute du travail ayant trait à la fabrication en série, lequel requiert moins d'expérience que celui des assembleurs et ouvriers spécialisés; tel salarié n'est pas requis de lire les détails sur les plans.

Par "fabrication en série" on entend une fabrication qui nécessite la répétition des mêmes opérations plusieurs fois durant la même journée.

l) Le terme "chef de groupe" désigne tout salarié qui n'est pas un mécanicien et qui est chargé de la direction d'un groupe d'hommes en vue de l'exécution d'instructions déterminées tombant sous le coup de sa propre classification ou d'une classification inférieure.

m) Les "aides" sont les salariés qui assistent et qui aident les ouvriers qualifiés appartenant à une classification supérieure à celle des ouvriers de la production.

n) Les "apprentis" sont des garçons ou jeunes gens de 16 à 21 ans; ils reçoivent un carnet d'apprentissage du Comité paritaire. Ce carnet doit

d) *Machinists*: 1. "Journeyman Machinist" shall be an employee with full knowledge of machine shop practice, competent to work from drawings and specifications and able to carry out all operations of his trade.

2. A "Machinist Specialist" shall be an employee with a thorough knowledge of machine shop practice, and able to set and perform work on one of the major machines used in machine shop work, such as laths, milling, Do-All, grinder, planer, shaper boring mill (except hand and bench machines). He shall also be able to work from drawings, and know the scale and micrometer reading.

e) a "Toolmaker" shall be an employee engaged in the fabricating of dies, jigs and tools. He shall be capable of producing them from working drawings, or sketches, using standard tool room equipment, without direction from others.

f) A "Journeyman Painter" shall be an employee thoroughly experienced in painting metal and allied materials by brush, spray and dipping methods, and in the cleaning and baking procedure necessary. He shall be competent to blend colours and mix his own paint, and shall have been employed specifically as a painter.

g) A "Spray Painter" shall be an employee engaged a minimum of 70% of his time in spray painting and capable of mixing the paint to be used in said operation and of taking care of the spray gun.

h) A "Blacksmith" shall be an employee capable of doing the usual work appertaining to the trade of blacksmith.

i) A "Machine Operator" shall be an employee competent to set up and adjust his machine for ordinary operations to be performed and to operate his machine in a skillful manner. Workmen who operate a power shear, power brake or roll forming machine (with the exception of Pittsburg Lock Former) shall be classified as a machine operator.

j) "Assemblers and Specialists" shall be employees competent to carry out operations according to instructions, and shall be able to read detailed drawings and engage in work not requiring the skill of a journeyman.

k) "Production Workers" shall be employees occupied under supervision in repetitive work that requires less skill than the qualifications of assemblers and specialists; they shall not be required to read detailed drawings.

The words "repetitive work" shall mean repeated operations several times a day.

l) A "Leading Hand" shall be an employee (not a mechanic) in charge of a group of men to carry out specific instructions within the scope of his own or a lesser classification.

m) "Helpers" shall be employees occupied to help and give useful assistance to a more experienced workman classified above the classification of production workers.

n) "Apprentices" shall be boys or young men between the ages of sixteen and twenty-one. They shall receive an apprenticeship book from

être dûment rempli par les employeurs avec mention des périodes de travail dans le métier.

o) Les "garçons" de 16 à 18 ans inclusivement peuvent être affectés à un travail de routine, aux taux établis pour les apprentis dans le paragraphe "i" de l'article VII, jusqu'à ce qu'ils atteignent le taux régulier des aides. Par travail de routine, on entend le travail des messagers, des commissionnaires ou autre occupation de semblable nature. Si un garçon est placé dans une autre classification, il doit être rémunéré en conséquence.

Les garçons autres que ceux affectés à un travail de routine ne peuvent, toutefois, dépasser en nombre le cinquantième des salariés de l'établissement.

p) *Divers*: Les salariés employés régulièrement comme expéditeurs, hommes d'entrepôts ou magasiniers doivent recevoir \$0.05 l'heure de plus que le taux minimum des aides. Le salarié en charge de ces départements doit recevoir \$0.15 l'heure de plus que le taux minimum des aides. Toutefois, les salariés employés temporairement à ces fonctions continuent de recevoir leurs taux réguliers de salaire.

q) Le terme "polisseur classe A", désigne un salarié qui p'lit les métaux et alliages de formes variées sans en altérer la forme et les contours; prépare les colles et autres bases adhérentes, choisit les différents abrasifs; forme et ajuste les meules en vue d'obtenir un rendement uniforme.

2° *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend l'île de Montréal et un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites.

3° *Jurisdiction industrielle et professionnelle*: a) Le décret s'applique à tous les établissements s'occupant de la fabrication des produits de métal en feuille, y compris les opérations s'y rapportant. Les produits de métal en feuille comprennent tout matériel ou article fabriqué entièrement ou en majeure partie de métal en feuille d'une épaisseur variant de .0043 de pouce à un quart (1/4) de pouce. Le métal en feuille désigne l'acier et le fer ainsi que tout métal non-ferreux ou alliage, soit en ruban, soit en feuille, refoulé, ou sous toute autre forme dans les épaisseurs régies par le décret.

b) Le décret ne s'applique pas aux établissements industriels ou aux salariés de ces établissements déjà régis par une convention collective de travail rendue obligatoire par décret en vertu de la Loi de la convention collective; il ne s'applique pas non plus à la fabrication de poêles et fournaies par des fonderies reconnues comme telles, ni à la construction de navires, d'avions ou à la fabrication des produits suivants: cannettes en métal et ustensiles; chaufferettes et radiateurs électriques; réfrigérateurs et humidificateurs électriques pour usage domestique, lampes, appareils et accessoires électriques.

4° *Durée du travail*: a) La semaine régulière de travail est de quarante (40) heures. La durée journalière ne doit pas excéder huit (8) heures, sans détermination des heures de commencement et de cessation du travail.

b) *Déductions pour retard: Horloge de présence à la minute*: Une déduction de quinze (15) minutes est imposée pour tout retard excédant trois (3) minutes par quart d'heure. Sur les horloges qui enregistrent les minutes, i.e. pour les retards de quatre (4) à dix-huit (18) minutes, la déduction est de quinze (15) minutes; pour les retards de dix-neuf (19) à trente-trois (33) minutes, la déduction est d'une demi-heure et ainsi de suite.

the Joint Committee. Such book shall be properly filled by employers, crediting time worked at the trade.

o) "Boys" between the ages of 16 and 18 inclusively may be employed for routine operations at the rate set in section VII "i" until such time as they acquire the standard rate for helpers. "Routine operations" shall comprise such work as messengers, stock-chasers and the like.

If a boy be placed in any other classification he shall be paid accordingly.

Boys other than those employed on routine operations may not, however, be employed at a ratio greater than one to every 50 employees in the plant.

p) *Miscellaneous*: Workmen regularly employed as shippers, warehousemen, or stock keepers shall be paid \$0.05 per hour in excess of the helpers' minimum rate. The employee in charge of those departments shall be paid \$0.15 per hour in excess of the helpers' minimum rate. However, workmen temporarily employed as above shall retain their regular rates of pay.

q) Class "A" "Buffer and Polisher" shall be a workman who polishes and buffs metal and alloys of usual and unusual design and shape, maintains contours and shape within reasonable dimensions, prepares glue or other grain lock, selects various abrasive wheels for uniformity of production.

2. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Island of Montreal and a radius of twenty-five (25) miles from its limits.

3. *Industrial and Professional jurisdiction*: a) The decree shall apply to all establishments engaged in the manufacture or fabrication of sheet metal products which shall include all processed material and fabricated articles made entirely or principally from sheet metal of a thickness ranging from .0043 of an inch to one quarter (1/4) of an inch, including all operations incidental thereto. Sheet metal shall be considered as meaning steel and iron as well as non-ferrous metals and alloys whether in strips, sheets, extrusions or any other form within the thickness specified herein above.

b) The decree shall not apply to industrial establishments and their employees already regulated by a collective labour agreement rendered legal and obligatory by decree issued under the authority of the said Act, nor does it apply to stoves or furnaces manufactured or fabricated by foundries, the construction of ships, aircraft or the manufacture and fabrication of the following products: cans and utensils; electric radiators and heaters; domestic electric refrigerators and humidifiers; electric lamps, fixtures and accessories.

4. *Standard Working Hours*: a) The standard working week is one of forty (40) hours. The standard working day consists of eight hours (8). There shall, however, be no specified hours of starting and finishing.

b) *Deductions: Clocks punching minutes*: late starting shall be penalized fifteen (15) minutes for lateness in excess of three minutes of each quarter of hour. On clocks which punch in minutes, i.e. for lateness from four to eighteen minutes, the penalty shall be fifteen minutes, from nineteen to thirty-three minutes, the penalty shall be one-half hour, etc.

c) *Horloge de présence au dixième d'heure:* Dans les établissements où ces horloges sont en usage, les salariés doivent poinçonner leur temps dans les six (6) minutes qui précèdent l'heure fixée pour le commencement du travail, et dans les six (6) minutes qui suivent la cessation du travail. La déduction imposée pour les retards en regard de ce système est la suivante: quinze (15) minutes pour les retards d'un (1) ou deux (2) points (6-12) minutes et une demi-heure pour les retards de trois (3), quatre (4) et cinq (5) points (18-24-30) minutes.

5° *Travail supplémentaire:* a) Tout travail exécuté en plus de huit (8) heures par jour sera rémunéré à raison de salaire et demi par rapport au salaire rémunéré pour les premières quatre heures et pour les premières huit heures travaillées le samedi.

b) Le double du taux de salaire régulier doit être payé pour tout travail exécuté après douze (12) heures de travail du lundi au vendredi inclusivement et après huit (8) heures le samedi et pour tout travail effectué le dimanche et les jours de fêtes statutaires suivants: Le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, la fête de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël, ou tout autre jour désigné par une loi ou un décret pour remplacer l'une des fêtes ci-haut mentionnées.

Toutefois, à la demande de la majorité des salariés dans tout établissement et après entente avec l'employeur concerné, il est permis de remplacer le temps perdu à cause de telles fêtes par un nombre équivalent d'heures rémunérées au taux régulier au cours d'un ou plusieurs jours convenus mutuellement pourvu que l'on obtienne l'approbation préalable du Comité paritaire concerné.

6° *Congés payés:* Le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce et Noël sont des congés payés aux taux réguliers aux conditions suivantes:

a) i. Lorsqu'un des dits jours de fête tombe un samedi ou un dimanche, le lundi suivant doit être observé comme un jour de congé payé.

ii. Le jour de fête doit être payé au taux régulier d'une journée de travail s'il tombe un lundi, un mardi, un mercredi, un jeudi ou un vendredi.

b) Pour avoir droit aux congés, les salariés doivent avoir été au service de l'employeur depuis au moins 30 jours.

c) Pour avoir droit à la rémunération, il faut de plus que les salariés ne soient pas absents le jour ouvrable qui précède et celui qui suit le congé, exception faite, cependant des absences causées par:

- i. Un décès dans la famille même du salarié;
- ii. La maladie;
- iii. Une permission écrite de l'employeur;
- iv. La participation à un jury.

d) Les salariés requis de travailler l'un des jours ci-haut mentionnés doivent recevoir une journée complète de salaire au taux régulier en plus de la rémunération qu'ils auraient reçue s'ils avaient chôme.

7° *Salaires minima:* Les taux minima de salaires suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérés. Aucune des dispositions du décret ne peut avoir pour effet de réduire les taux horaires des salariés actuellement en vigueur.

c) *Clocks punching in tenths of hours:* On time clocks which punch in tenths of an hour, an employee's time must be punched one point (within six minutes) before starting time, and one point (six minutes) after quitting time. Lateness on cards punched on these clocks shall be penalized as follows: Employees late one or two tenths of an hour (six to twelve minutes) shall be penalized fifteen minutes; three, four and five tenths (eighteen, twenty-four and thirty minutes) shall be penalized one half hour.

5. *Overtime:* a) All time worked in excess of eight hours in any one day shall be paid at the rate of time and one-half for the first four hours, and for the first eight hours worked on Saturdays.

b) Overtime shall be paid at the rate of double-time for all work performed after twelve hours of work, Mondays to Fridays inclusively, and after eight hours on Saturdays and all time worked on Sundays and on the following Statutory Holidays: New Year's Day, Good Friday, the Queen's Birthday, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, or any day designated by statute or decree to be observed as one of the foregoing holidays.

However, if requested by the majority of employees in any establishment and with the agreement of the employer concerned, it shall be permissible to substitute an equivalent number of hours to be worked at regular rates on some other day or days to be mutually agreed upon, with the approval in advance of the appropriate Joint Committee.

6. *Paid holidays:* New Year's Day, Good Friday, May 24th, St. Jean-Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day shall be holidays with pay at regular rates:

a) i. When a paid Holiday falls on Sunday, the following Monday shall be declared a holiday with pay;

ii. Payment shall be made for one standard work day at current rate of pay, if such holiday falls on a Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday or Friday.

b) Employees must have been in the service of the employer at least 30 days to qualify.

c) Employees must not be absent on the work days immediately preceding and following the Statutory Holiday in order to qualify for payment, exceptions being made for absence due to:

- i. Death in the immediate family;
- ii. Illness;
- iii. Written permission from the employer; and
- iv. Jury Duty.

d) Employees required to work on any of the above mentioned holidays shall be paid a full day's pay at regular rates and in addition shall receive the holiday pay that would be paid to them if they had not been employed.

7. *Minimum wages rates:* The following minimum wage rates shall apply to the respective classes of employment hereunder specified. None of the provisions of the decree shall have the effect of reducing any employees hourly rate now in force.

<i>Classifications:</i>	<i>Taux horaires minima</i>	<i>Classifications:</i>	<i>Hourly rates</i>
a) Compagnons:		a) Journeymen:	
Mécanicien en métal en feuille.....	\$1.88	Sheet Metal Mechanic.....	\$1.88
Chef d'équipe.....	1.93	Charge Hand.....	1.93
Compagnon soudeur.....	1.88	Journeyman Welder.....	1.88
Soudeur spécialiste.....	1.65	Welder Specialists.....	1.65
Soudeur en série:		Production Welder:	
1ère année.....	1.45	First year.....	1.45
2ième année.....	1.56	Second year.....	1.56
Polisseur classe "A".....	1.73	Buffer and Polisher class "A".....	1.73
Machiniste-spécialiste.....	1.65	Machinist Specialist.....	1.65
Compagnon machiniste.....	1.88	Machinist Journeyman.....	1.88
Outilleur.....	1.93	Toolmaker.....	1.93
Peintre.....	1.77	Painter.....	1.77
Peintre au pistolet.....	1.57	Spray Painter.....	1.57
b) Forgeron.....	1.79	b) Blacksmith.....	1.79
c) Préposé au fonctionnement des machines.....	1.56	c) Machine Operator.....	1.56
d) Assembleur et ouvrier spécialisé.....	1.65	d) Assembler and Specialist.....	1.65
e) Ouvrier de production, 1ère année.....	1.40	e) Production Worker (first year).....	1.40
Ouvrier de production après un an de service chez le même employeur.....	1.45	Production Worker (after one year's service with same employer).....	1.45
Ouvrier de production après trois ans de service chez le même employeur.....	1.51	Production Worker (after 3 year's service with same employer).....	1.51
f) Aide.....	1.35	f) Helper.....	1.35
g) Chefs de groupe: Les chefs de groupe doivent recevoir \$0.10 l'heure de plus que le minimum établi dans le décret pour leur classification. Les aides qui ont atteint le taux de \$1.40 l'heure peuvent être employés régulièrement comme "ouvrier de production" si l'employeur peut le faire.		g) <i>Leadings hands:</i> <i>Lea</i> lings hands shall receive \$0.10 per hour more than the minimum determined in the decree for their classification. Helpers who have attained a wage of \$1.40 an hour may be employed regularly as production workers if the employer can arrange accordingly.	
h) Les apprentis tôliers doivent être rémunérés sur la base suivante:		h) Apprentice sheet Metal Mechanics shall be paid on the following basis:	
Première année: 50% du taux du mécanicien;		First year: 50% of the sheet metal mechanic's rate.	
Deuxième année: 60% du taux du mécanicien;		Second year: 60% of the sheet metal mechanic's rate.	
Troisième année: 70% du taux du mécanicien;		Third year: 70% of the sheet metal mechanic's rate.	
Quatrième année; 85% du taux du mécanicien;		Fourth year: 85% of the sheet metal mechanic's rate.	
i) Les garçons de 16 à 18 ans commencent à \$0.90 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu. Toutefois, lorsqu'ils atteignent leur 19ième année, ils doivent être classifiés comme aides et rémunérés comme tels.		i) Boys from to 16 to 18 years of age shall start at \$0.90 an hour with increase of five cents an hour every six months of continuous service. However, on attaining their 19th year, they shall be classified as helpers and paid as such.	
j) <i>Divers:</i>		j) <i>Miscellaneous:</i>	
Conducteur de camion, magasinier, homme d'entrepôt préposé à l'expédition et à la réception des marchandises.....	\$1.40	Truck driver, stock and store keeper warehouseman, shipping and receiving.....	\$1.40
k) Les salariés faisant partie des équipes de nuit doivent recevoir \$0.07 de plus l'heure que les taux ci-haut mentionnés.		k) Employees working on night shifts shall be paid seven cents (0.07) an hour in excess of the above rates.	
8° <i>Taux pour équipes irrégulières:</i> Un boni de cinq cents (\$0.05) l'heure doit être payé aux salariés des équipes irrégulières pourvu que la majeure partie du temps consacré à ces équipes tombe en dehors des heures régulières du travail quotidien de l'établissement ou de l'atelier visé.		8. <i>Irregular or off shift rates:</i> A premium of five cents (0.05) an hour shall be paid to all workmen employed on any irregular or off shift provided that the major portion of the time so worked falls outside of the regular daily hours of work of the factory or shop concerned.	
9° <i>Vacances payées:</i> a) Tous les salariés qui ont vingt (20) ans ou plus de service pour le même employeur au premier mai ont droit à trois (3) semaines de vacances payées à raison de 6% des heures régulières effectuées durant les 12 mois précédents, du 1er mai au 30 avril, au taux en vigueur le 1er juillet ou à la date de la prise des vacances, si ce dernier est plus élevé.		9. <i>Vacation with pay:</i> a) All employees who have twenty or more years service with the same employer at May 1st, shall be entitled to three weeks vacation with pay based on 6% of the standard hours worked during the preceeding 12 months from May 1st to April 30th at the actual wage rate in effect at July 1st, or at the time of taking vaction, whichever is the earlier.	
b) Tous les salariés qui ont quinze (15) ans ou plus de service pour le même employeur au premier mai ont droit à deux semaines et demi (2½) de vacances payées à raison de 5% des heures régulières effectuées durant les 12 mois précédents du 1er mai au 30 avril, au taux en vigueur le 1er juillet ou à la date de la prise des vacances, si ce derpiet est plus élevé.		b) All employees who have fifteen or more years service with the same employer at May 1st, shall be entitled to two and one half weeks vacation with pay based on 5% of the standard hours worked during the preceeding 12 months from May 1st to April 30th, at the actual wage rate in effect at July 1st, or at the time of taking vacation, whichever is the earlier.	

c) Tous les salariés qui ont cinq (5) ans ou plus de service pour le même employeur au 1er mai ont droit à deux (2) semaines de vacances payées à raison de 4% des heures régulières effectuées durant les 12 mois précédents, du 1er mai au 30 avril, au taux en vigueur le 1er juillet ou à la date de la prise des vacances, si ce dernier est plus élevé.

d) Tous les salariés qui ont un (1) an ou plus de service pour le même employeur au 1er mai, ont droit à une (1) semaine de vacances payées à raison de 2% des heures régulières effectuées durant les 12 mois précédents, du 1er mai au 30 avril, au taux en vigueur le 1er juillet, ou à la date de la prise des vacances, si ce dernier est plus élevé.

e) Tous les salariés qui ont moins d'un (1) an de service pour le même employeur au 1er mai, ont droit à une rémunération de vacances équivalente à 2% des heures régulières effectuées pendant la période comprise entre le 1er mai de l'année précédente et le 30 avril de l'année courante au taux en vigueur le 1er juillet de l'année courante ou à la date de la prise des vacances, si ce dernier est plus élevé.

f) A la cessation de leur emploi, les salariés doivent recevoir la rémunération pour vacances à laquelle ils ont droit en vertu des présentes dispositions ainsi que celle qu'ils ont gagnée par leur temps de service pendant l'année courante, calculée à compter du 1er mai jusqu'à la date à laquelle ils quittent le service de leur employeur.

g) La rémunération de vacances doit être remise au salarié avant son départ pour vacances.

h) L'employeur peut exiger que l'établissement soit fermé pour la période de vacances; il lui est loisible également d'échelonner les vacances de ses salariés en vue de maintenir un rendement continu. Dans ce dernier cas, il doit s'efforcer de plaire à ses salariés lorsqu'il s'agit de fixer la date de leurs vacances.

i) Les vacances doivent être prises entre le premier mai et le trente septembre. Toutefois, après entente entre l'employeur et le salarié, ce dernier peut prendre ses vacances après le trente septembre.

10° *Apprentissage*: a) La période d'apprentissage est de quatre (4) années; il faut que l'apprenti termine son apprentissage pendant cette période.

b) Dans le calcul de cette période de quatre (4) années, tout temps perdu par l'apprenti doit être compensé. A l'expiration de la dite période, si, selon l'employeur, l'apprenti ne s'est pas qualifié mécanicien, il peut être requis de travailler une période additionnelle ne dépassant pas six (6) mois.

c) Il peut y avoir un (1) apprenti tôlier par deux (2) mécaniciens de métal en feuille (tôliers) et la même proportion doit être observée dans le cas des machinistes et apprentis machinistes.

d) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études dans les métiers du métal en feuille et au résultat de leurs examens.

11° *Retenues*: Les retenues sur les salaires, sauf celles requises par la loi, ne sont faites qu'à la suite d'une autorisation écrite du salarié.

12° *Classement*: Le salarié est classifié par son employeur, lequel doit fournir à chaque salarié une carte de classement convenablement remplie et signée. Cette carte est fournie par le Comité Paritaire. Au cas de désaccord, le salarié a l'opportunité de prouver qu'il est compétent pour exécuter le travail de la catégorie pour laquelle il se croit qualifié.

e) All employees who have five or more years service with the same employer at May 1st, shall be entitled to two weeks vacation with pay based on 4% of the standard hours worked during the preceeding 12 months from May 1st to April 30th at the actual wage rate in effect at July 1st, or at the time of taking vacation, whichever is the earlier.

d) All employees who have one year or more service with the same employer at May 1st, shall be entitled to one weeks' vacation with pay based on 2% of the standard hours worked during the preceeding 12 months from May 1st to April 30th at the actual wage rate in effect at July 1st or at the time of taking vacation whichever is the earlier.

e) All employees with less than one year service with the same employer at May 1st shall be entitled to vacation pay based on 2% of the standard hours worked during the period from May 1st of the preceeding year to April 30th, of the current year at the actual rate in effect at July 1st of the current year or at the time taking his vacation whichever is the earlier.

f) On termination of employment, all employees shall receive any vacation pay to which they are entitled under this plan plus vacation pay which has been earned during the current year by qualified service, calculated from May 1st to the date of leaving the employ of the employer.

g) Vacation pay shall be paid previous to the time the employee takes his vacation.

h) The employer may require the plant to be closed for the purpose of providing a vacation period, or, at his option, may stagger vacation periods of employees so that continuous production may be maintained. In the latter case, the employer shall make every reasonable effort to meet with the wishes of employees in allocating vacation periods.

i) Vacation shall be taken between May 1st and September 30th. However, subject to mutual agreement between the employees and employer, an employee may take his vacation after September 30th.

10. *Apprenticeship*: a) The term of indenture shall be four years during which period the apprentice should successfully complete his apprenticeship.

b) In calculating the four year period, any time lost by the apprentice must be made up. At the end of the four-year period if, in the opinion of the employer, the apprentice has not become a qualified mechanic, he may be required to serve additional time not exceeding six months.

c) There may be one sheet metal apprentice to every two sheet metal mechanics, and the same ratio shall apply to apprentice machinists and machinists.

d) Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies in the sheet metal trades and to the result of their examinations.

11. *Deductions*: Deductions from wages except those required by law shall be made only on written authorization of the employee.

12. *Rating*: The rating of the employees shall be done by the employer who shall furnish each employee with a classification card properly completed and signed. Such cards will be supplied by the Parity Committee. In case of disagreement, the employee concerned shall be given the opportunity to show whether or not he can qualify for the classification which he seeks.

13° Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu du décret antérieur.

14° *Durée du décret:* Le décret sera valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeurera en vigueur pendant une période d'une (1) année après cette date, sans reconduction.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mars 1957.

44418-0

13. At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree shall remain in office and administer the present decree until the formation of a new committee.

Such new committee shall succeed the former one and shall be vested with all the assets and rights of the said former committee; it shall likewise assume all the liabilities of the former committee.

14. *Duration of the decree:* The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and will remain effective for a period of one year thereof.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 2, 1957.

44418-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Sorel lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes au décret numéro 602 du 9 juin 1954, et amendements relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel.

1° Les noms suivants seront biffés de la liste des parties contractantes de première part:

"Lucien Péloquin, Roger Péloquin, Georges Albert Jacques, Albéric Héroux, Le Conseil de Ville de Sorel, Lucien Charbonneau, Louis-Paul Tremblay".

2° Les noms suivants seront ajoutés à la liste des parties contractantes de première part:

"Réal Lemoine, J. Marie Bélanger, Albert Bilette, Gérard Lagéronière, Arthur Comtois, Léonard Demers, L. Ph. Vézina, Gérard Blain, Rondeau & Perron Eng., Lionel Hébert, Guy Malo, Georges L'Heureux, Provost, Riendeau & Tremblay Eng., Hébert & Choquette, Choquet & Papineau, Latraverse & Frères Eng., Georges Scott, Gérard Deslauriers, Jules Pencoult, Antoni Bissonnette, Lucien Raymond, Louis Cardin, Michel Lemoine, Construction Richelieu Eng., Adrien Charbonneau."

3° Les mots suivants seront ajoutés à la suite du premier alinéa du paragraphe "a" de l'article II:

"Toutefois, les travaux de construction de ponts exécutés pour le compte du Ministère des Travaux Publics sont assujettis au présent décret".

4° L'alinéa intitulé: "Zone I", apparaissant au paragraphe "b" de l'article II, sera remplacé par le suivant:

"Zone I: Les cités de Sorel et de Tracy, les villes de Saint-Joseph-de-Sorel et de Belœil, les municipalités de Contrecoeur, Verchères, Varennes, et McMasterville et un rayon de six (6) milles de leurs limites."

5° L'échelle de salaires apparaissant à l'article III sera remplacée par la suivante:

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the region of Sorel, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree No. 602 of June 9th, 1954, and amendments, relating to the construction industry in the region of Sorel.

1. The following names will be stricken off the last of contracting parties of the first part:

"Lucien Péloquin, Roger Péloquin, Georges Albert Jacques, Albéric Héroux, Le Conseil de Ville de Sorel, Lucien Charbonneau, Louis-Paul Tremblay".

2. The following names will be added to the list of contracting parties of the first part:

"Réal Lemoine, J. Marie Bélanger, Albert Bilette, Gérard Lagéronière, Arthur Comtois, Léonard Demers, J. Ph. Vézina, Gérard Blain, Rondeau & Perron Eng., Lionel Hébert, Guy Malo, Georges L'Heureux, Provost, Riendeau & Tremblay Eng., Hébert & Choquette, Choquet & Papineau, Latraverse & Frères Eng., Georges Scott, Gérard Deslauriers, Jules Pencoult, Antoni Bissonnette, Lucien Raymond, Louis Cardin, Michel Lemoine, Construction Richelieu Eng., Adrien Charbonneau."

3. The following words will be added after the first paragraph of subsection "a" of section II:

"However, bridge construction operations carried out for the account of the Public Works Department are regulated by the present decree."

4. The paragraph entitled: "Zone I", appearing in subsection "b" of section II, will be replaced by the following:

"Zone I: The cities of Sorel and Tracy, the towns of St. Joseph-de-Sorel and Belœil, the municipalities of Contrecoeur, Verchères, Varennes and McMasterville and a radius of six (6) miles from their limits."

5. The wage scale appearing in section III will be replaced by the following:

	Salaires horaires	
	Hourly rates	
	Zones	
	I	II
Métiers — Trades:		
Briquetier, plâtrier, maçon et finisseur de ciment — Bricklayer, plasterer, mason and cement finisher	\$ 1.85	\$ 1.75
Tailleur de granit et de pierre — Stone and granite cutter	1.85	1.75
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.65	1.55
Charpentier-menuisier et peintre travaillant pour un manufacturier de portes et châssis — Carpenter-joiner and painter working for a door-window manufacturer	1.40	1.30
Chauffeur de bouilloires — Boiler fireman	1.45	1.35
Gréeur — Rigger	1.55	1.45
Chauffeur de camion, transport général et remorquage — Truck driver, general transport and towing	1.35	1.25
Conducteur d'attelage — Horse driver	1.30	1.20
Conducteur de bélier mécanique et tracteur (Bulldozer) — Bulldozer and tractor operator	1.50	1.40
Couvreur: composition, gravier, sable, asphalte — Roofer: composition, gravel, sand and asphalt	1.65	1.55
Électricien — Electrician:		
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	3.00	2.50
Compagnon — journeyman	1.65	1.55
Électricien (Homme de ligne) — Electrician (lineman)	1.50	1.40
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	1.65	1.55
Forgeron en construction — Blacksmith (construction)	1.60	1.50
Gardien (72 heures par semaine) — Watchman (72 hours per week)	0.95	0.85
Journalier (ouvrier non-qualifié) — Labourer (common worker)	1.30	1.20
Jointoyeur — Joint pointer	1.65	1.55
Machiniste-mécanicien — Machinist-mechanic	1.50	1.40
Mécanicien de machines fixes ou portatives à vapeur — Engineman, stationary or portable steam engine	1.40	1.30
Machiniste (millwright) — Millwright	1.65	1.55
Mécanicien en isolation de tuyauterie — Pipe insulation mechanic	1.65	1.55
Opérateur de vibreur de ciment — Cement vibrator operator	1.50	1.40
Paysagiste — Landscape worker	1.30	1.20
Peintre et poseur de papier peint — Painter and paper hanger	1.55	1.45
Peintre-aspersion — Sprayman	1.65	1.55
Peintre — Painter:		
Clochers d'églises — Church steeples	3.00	3.00
Travaux de peinture exécutés à plus de 40 pieds de hauteur — Painting done at a height exceeding 40 feet	1.75	1.75
Peintre de fer structural — Structural steel painter	1.90	1.90
Vitrier — Glazier	1.55	1.45
Plombier et mécanicien en tuyauterie — Plumber and pipe mechanic:		
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	3.00	2.50
Compagnon — Journeyman	1.65	1.55
Compagnon junior — Junior journeyman:		
1er semestre — 1st six months	1.50	1.40
2ème semestre — 2nd six months	1.60	1.50
Porteur d'eau — Water carrier	1.00	0.90
Porteur d'oiseau — Hod carrier	1.35	1.25
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood or metal)	1.50	1.40
Poseur de linoléum — Linoleum layer	1.55	1.45
Poseur de marbre — Marble layer	1.50	1.40
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	1.50	1.40
Poseur de tuile — Tile layer	1.55	1.45
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector	1.50	1.40
Préposé aux malaxeurs à vapeur et à gasoline — Steam and gasoline mixer operator	1.40	1.30
Préposé aux grues à vapeur — Steam crane operator	1.45	1.35
Préposé aux grues à gasoline ou à l'électricité — Gasoline or electric crane operator	1.45	1.35
Poseur de brûleurs à l'huile — Oil burner mechanic	1.65	1.55
Préposé aux compresseurs — Compressor operator	1.45	1.35
Préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator	1.70	1.60
Préposé aux pompes de tous genres — Pump operator	1.55	1.45
Poseur de liège (isolation) — Cork insulation layer	1.65	1.55
Sableur de planchers — Floor polisher	1.65	1.55
Soudeur — Welder	1.65	1.55
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité) — Pipe welder acetylene or electricity)	1.65	1.55
Travailleur en fer ornemental — Ornamental iron worker:		
Monteur — Erector	1.65	1.55
Aide — Helper	1.40	1.30
		par semaine
		per week
Vérificateur de matériaux — Material checker	\$60.00	\$55.00
Pointer — Time keeper	60.00	55.00
Industrie du fer structural — Structural Iron Industry:		
Monteur de fer structural — Structural iron erector	1.90	1.90
Soudeur de fer structural, brûleur, gréeur — Structural iron welder, burner, rigger	1.90	1.90

Apprenti — Apprentice:

Les taux de salaires doivent être basés sur les pourcentages suivants des taux minima payables aux travailleurs en fer structural qualifiés:

1ère année — 1st year.....	70%	70%
2ème année — 2nd year.....	85%	85%

Note: La période complète d'apprentissage est de deux (2) ans et l'employeur peut embaucher un (1) apprenti par trois (3) travailleurs en fer structural employés sur un chantier ou fraction de ce nombre."

6° Le paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. *Durée du travail:* a) La durée régulière du travail est de quarante-huit (48) heures par semaine répartie comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à midi et 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: 8.00 a.m. à midi et 1.00 p.m. à 5.00 p.m.

Le samedi: 8.00 a.m. à midi.

Dans des cas spéciaux, le Comité paritaire peut permettre dix (10) heures de travail par jour en autant que demande lui en soit faite par écrit."

7° Le paragraphe "b" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"b) Le travail exécuté les dimanche, le Premier de l'An, le jour de Noël, ainsi que le Vendredi Saint, la Saint-Jean-Baptiste, et la fête du Travail doit être rémunéré au taux de salaire double."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mars 1957. 44418-0

Wage rates shall be based on the following percentages of the minimum rates payable to skilled structural iron workers:

Note: The entire apprenticeship period shall consist of two (2) years and the employer may hire one apprentice to each three (3) structural iron workers or fraction thereof employed on a job."

6. Subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"IV. *Duration of work:* a) The standard duration of work shall be forty-eight (48) hours per week, distributed as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon) and 1.00 p.m. to 6.00 p.m.;

On Friday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon) and 1.00 p.m. to 5.00 p.m.;

On Saturday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon).

In special cases, the Parity Committee may authorize ten (10) hours working days but a petition to that effect must be filed with the Parity Committee."

7. Subsection "b" of section VI will be replaced by the following:

"b) Work done on Sundays, New Year's Day, Christmas Day, as well as on Good Friday, St. John the Baptist Day, and Labour Day shall be paid at the rate of double time."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, The Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 2, 1957. 44418-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section "D" du décret numéro 1121 du 19 octobre 1955, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil les modifications suivantes à ladite section "D":

1° Le paragraphe a) de l'article XXVI (Section "D") sera remplacé par le suivant:

Section "D"

"XXVI. *Dispositions spéciales concernant les plâtriers:* a) Les taux minima de salaire concernant le métier de plâtrier sont les suivants:

	Taux horaires
Plâtrier (travaux ordinaires ou travaux d'ornementation sur le chantier):	
Au 1er avril 1957.....	\$2.17
Au 1er octobre 1957.....	2.27
Au 1er avril 1958.....	2.35

Apprenti: Les taux de salaire payables aux apprentis sont fixés suivant le pourcentage du salaire minimum légal payé aux ouvriers quali-

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by part "D" of the decree number 1121 of October 19, 1955, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said part "D":

1. Subsection a) of section XXVI (Part "D") will be replaced by the following:

Part "D"

"XXVI. *Special provisions concerning plasterers:* a) The minimum wage rates concerning plasterers, shall be as follows:

	Hourly rates
Plasterer (Ordinary or ornamental work on the job):	
From April 1, 1957.....	\$2.17
From October 1, 1957.....	2.27
From April 1, 1958.....	2.35

Apprentices: The wage rates payable to apprentices are established according to the percentage of the minimum legal wages paid to skilled

fiés; ce pourcentage de rémunération est déterminé comme suit:

1ère année	50%
2ème année	60%
3ème année	70%
4ième année	85%

2° Le paragraphe c) sera remplacé par le suivant:

"c) *Paiement du travail supplémentaire*: Nonostante les dispositions du décret principal, tout travail exécuté le samedi, le dimanche, le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, la Fête de la Reine, la Fête du Travail, le Jour de l'Action de Grâce et le Jour de Noël doit être rémunéré au taux de salaire double".

3° Le paragraphe d) sera remplacé par le suivant:

"d) *Dédommagement pour déplacement*: Un dédommagement d'au moins (3) heures à son taux régulier doit être payé à tout compagnon ou apprenti plâtrier qui, s'étant rendu au travail, soit à la demande de l'employeur, soit pour continuer du travail déjà commencé, est avisé que, pour des raisons indépendantes de sa propre volonté, l'entrepreneur ne peut lui fournir du travail."

4° Les paragraphes g) et h) sont remplacés par les suivants:

"g) *Matériaux et pose*: Tout travail intérieur ou extérieur comportant la pose du mortier, de ciment, d'enduits, de compositions plastiques connexe au travail de plâtrier ou similaire à ce travail, y compris la pose de chanfreins métalliques (communément appelés "coins de fer"), les joints entre les planches murales (gyproc), doit être exécuté par le plâtrier sans égard aux outils employés et ce, à partir de six (6) pouces de la base du mur à ouvrir.

Le travail sur les murs extérieurs en stucco de ciment peut être fait indifféremment par le plâtrier ou le finisseur de ciment.

h) Les parties contractantes ont convenu que les dispositions contenues dans la présente section "D" demeureront en vigueur jusqu'au 1er avril 1959.

Les parties contractantes se réservent le droit de rouvrir les négociations sur la clause de salaires, dans les 6 mois précédent le 1er avril 1958, s'il y a changement notable dans les conditions économiques.

i) Les conditions générales de travail prévues dans le décret principal demeurent en vigueur, sauf s'il en est disposé autrement dans la présente section."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mars 1957.

44418-0

workers. This percentage of remuneration is determined as follows:

1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	70%
4th year	85%

2. Subsection c) will be replaced by the following:

"c) *Payment of overtime*: Notwithstanding the provisions of the main decree, all time worked on Saturday, Sunday, New Year's Day, Good Friday, the Queen's Birthday, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day shall be paid at the rate of double time."

3. Subsection d) will be replaced by the following:

"d) *Compensation for travelling time*: A compensation of at least three (3) hours' pay, at his regular rate of pay, shall be given to every plasterer or apprentice-plasterer who goes to work, either at the request of the employer or to continue the work in progress and who is notified that, for reasons beyond his control, the contractor has no work for him."

4. Subsections g) and h) will be replaced by the following:

"g) *Materials and laying*: All inside or outside work concerned with the laying of cement, mortar, coatings, plastic compositions related to the plasterer's work or similar thereto, including metal bevel edges, sill-board joints (Gyproc), shall be done by the plasterer irrespective of the tools used from a height six (6) inches above the wall base.

Work on outside walls with cement stucco may be done either by the plasterer or the cement finisher."

h) The contracting parties are agreed that the provisions contained in this part "D" remain in force until April 1st, 1959.

However, in the event of important changes in economic conditions, the contracting parties shall have the right to open negotiations on matters pertaining to wages in the six (6) months preceding March 1st, 1958.

i) The general working conditions contained in the decree continue to apply except in cases covered by the present part."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 2, 1957.

44418-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du Port de Montréal, lui a présenté une requête à l'effet de modifier comme suit le décret numéro 686 du 18 mars 1943, dans sa teneur modifiée, relatif aux manutentiers de fret — navigation intérieure et côtière — du Havre de Montréal.

Les paragraphes "a" et "b" de l'article IV seront remplacés par les suivants.

"a) Tout travail exécuté entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. doit être rémunéré au taux horaire d'un dollar et soixante (\$1.60).

"b) Tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. doit être rémunéré au taux horaire d'un dollar et quatre-vingt-dix (\$1.90).

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mars 1957.

44418-0

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal for the purpose of amending the decree number 686 of March 18th, 1943, and amendments, relating to the freight handlers — inland and coastal navigation — in the Harbour of Montreal, as follows.

Subsections "a" and "b" of section IV will be replaced by the following.

"a) All time worked between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. shall be remunerated at the hourly rate of one dollar and sixty cents (\$1.60).

"b) All time worked between 7.00 p.m. and 7.00 a.m. shall be remunerated at the hourly rate of one dollar and ninety cents (\$1.90)."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 2, 1957.

44418-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse des villes de Victoriaville, d'Arthabaska, de Plessisville et Princeville et du village de Warwick, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'alinéa 3 suivant sera ajouté au paragraphe a) de l'article V: (Coiffeurs et coiffeuses pour dames — Zones I et II).

"3° Dans le village de Warwick:

Le lundi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Les mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Les mercredi et vendredi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Aucun travail ne doit être exécuté après l'expiration des heures de travail."

2° Les mots suivants seront ajoutés à l'alinéa ii. du paragraphe a) de l'article V: (Barbiers et coiffeurs pour hommes — Zone II).

"Aucun travail ne doit être exécuté après l'expiration des heures de travail."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seuls un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree No. 98 of January 29, 1948 and amendments, relating to the barbering and hairdressing trades in the towns of Victoriaville, Arthabaska, Plessisville and Princeville and the village of Warwick, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The following paragraph 3 will be added to subsection a) of section V: (Ladies' male and female hairdressers — Zones I and II).

"3. In the village of Warwick:

Monday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday and Friday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

No work shall be performed after the expiration of working hours."

2. The following words will be added to paragraph ii. of subsection a) of section V: (Barbers and men's hairdressers — Zone II).

"No work shall be performed after the expiration of working hours."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mars 1957.

44418-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 2, 1957.

44418-o

Action en séparation de biens

AVIS LÉGAL

Dame Jeanne L'Archevêque, épouse de Raoul St-Jean, comme çant, domicilié au N° 735 rue Raymond dans les cité et district de St-Hyacinthe, a fermé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 25 février, 1957.

Les Procureurs de la demanderesse,
GAUTHIER, DANSEREAU & HÉBERT.
44419-o

Action for separation as to property

LEGAL NOTICE

Mrs Jeanne L'Archevêque, wife of Raoul St-Jean, trader, domiciled at 735 Raymond Street in the city and district of St-Hyacinthe, has taken an action in separation as to property against her husband.

Montreal, February 25, 1957.

GAUTHIER, DANSEREAU & HÉBERT,
44419-o Attorneys for plaintiff.

Avis divers

DISCOURS DU TRÔNE PROROGATION

*Honorable Messieurs
du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

Aujourd'hui se termine la première session de la vingt-cinquième Législature au cours de laquelle a été adoptée une législation abondante et féconde et qui se rapporte aux multiples domaines de l'administration provinciale. Une fois de plus, le gouvernement a manifesté son irrévocable volonté de sauvegarder les droits, libertés et prérogatives de notre province, conformément au mandat que lui a confié le peuple de la province, tout en coopérant, sur des bases justes et constitutionnelles, à la prospérité du pays.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir accordé les subsides nécessaires à l'administration de la province.

*Honorable messieurs
du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

En prorogeant aujourd'hui la session de la Législature, je prie le Bon Dieu de combler de Ses dons les meilleurs notre chère province et d'assurer à l'univers une paix juste et solidement établie sur les enseignements du Christ.

44406-o

(P.G. 12592-52)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le onze mai 1954, le règlement numéro 1 de "Les Castors d'Amos", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le douze mai 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

44412-o

Miscellaneous Notices

SPEECH FROM THE THRONE PROROGATION

*Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,*

Today is closing the first session of the twenty-fifth Legislature during the course of which was adopted an abundant and constructive legislation which relates to the numerous fields of the provincial administration. Once more, the Government gave expression to its irrevocable will of safeguarding the rights, freedoms and prerogatives of our Province, in pursuance of the mandate which the people of the Province entrusted to it, while co-operating, on just and constitutional bases, to the country's prosperity.

Gentlemen of the Legislative Assembly,

I thank you for having granted the credits necessary for the administration of the Province.

*Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,*

In proroguing today the session of the Legislature, I pray Almighty God to bestow His most bountiful gifts upon our dear Province and to ensure to the world a just peace solidly established upon Christ's teachings.

44406-o

(A.G. 12592-52)

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on May eleventh 1954, By-law number 1 of "Les Castors d'Amos", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twelfth day of May 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

44412

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat des Producteurs de Lait et Crème de Rouville", en date du 11 février 1957, dont le siège social est situé à Saint-Césaire, comté de Rouville, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le quatorze février 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44413-o JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 166-57)

AVIS D'AUTORISATION
(Loi des Companies Minières de Québec)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Pitt Gold Mining Company Limited" (No Personal Liability) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, déventures et autres valeurs:

Le siège social dans la province est à 620 rue Cathcart, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Raymond Caron, à l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44404 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10372-57)

DAVID & FRÈRE, LIMITÉE

Extrait des minutes d'une assemblée générale spéciale des actionnaires, catégorie "B", de "David & Frère, Limited" tenue le 15 janvier 1957.

Règlement N° 107:

"Sur proposition dûment exposée et secondée, il a été résolu à l'unanimité que le nombre des directeurs soit augmenté de sept à huit."

Certifiée vraie copie.

44416 Le Trésorier,
T. SMYTH.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Producteurs de Lait fournisseurs au poste de réception d'Henryville de la Compagnie Elmhurst Dairy Ltée", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le vingt février 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Pike-River, comté de Missisquoi.

Le Sous-secrétaire de la province,
44411-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10149-57)

PENNY MASON (CANADA) LTD.

Le règlement N° 25, étant une résolution pour amender le règlement N° 2 lequel diminue le nombre des directeurs de 5 à 4, ledit règlement N° 25 se lit comme suit:

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat des Producteurs de Lait et Crème de Rouville" under date February 11, 1957, whereof the head office is at Saint-Césaire, county of Rouville and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44413 Under Secretary of the Province.

(P. Sec. 166-57)

NOTICE OF AUTHORIZATION
(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is hereby given that the company "Pitt Gold Mining Company Limited" (No Personal Liability) has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at 620 Cathcart street, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Raymond Caron, of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary this 22nd day of February, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44404-o Under-Secretary of the Province.

(A.G. 10372-57)

DAVID & FRÈRE, LIMITÉE

Extract of the Minutes of a Special General meeting of shareholders class "B" of "David & Frère Limited" held on January 15th, 1957.

By-law No. 107.

"Upon motion duly proposed and seconded it was unanimously resolved that the number of Directors be increased from seven to eight."

Certified true copy.

44416-o T. SMYTH,
Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Producteurs de Lait fournisseurs au poste de réception d'Henryville de la Compagnie Elmhurst Dairy Ltée" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February twentieth, 1957.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Pike-River, county of Missisquoi.

JEAN BRUCHÉSI,
44411 Under Secretary of the Province.

(A.G. 10149-57)

PENNY MASON (CANADA) LTD.

By-law No. 25, being a resolution to amend by-law No. 2 reducing the number of directors from 5 to 4, said by-law No. 25 reading as follows:

"Un bureau de direction composé de quatre membres sera élu annuellement parmi les actionnaires de la compagnie, chacun desquels, pendant la durée de sa fonction, possèdera absolument et en son propre nom au moins une action du capital-actions de la compagnie et n'aura pas d'arrérages relativement à tous appels sur icelle."

Certifié vraie copie du règlement N° 25 adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 17 septembre 1956.

Le Secrétaire,
44423 ANITA GREENWOOD LEVINE.

(Sec. P. 122-57)

AVIS D'AUTORISATION
(Loi des compagnies minières de Québec)

Avis est donné que la compagnie "Nordeau Mining Company Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la province est 60, rue Saint-Jacques, ouest, chambre 100, à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle est Mtre Adrien R. Paquette, avocat, 60, rue Saint-Jacques, ouest, chambre 100, Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-six février 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44404-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 1611-50)

NORWEGIAN SEAMEN'S CHURCH ASSOCIATION

Règlement spécial "D"

Résolu:

Que le nombre des directeurs de l'association soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq (5) à neuf (9) et que le règlement spécial "A" soit amendé en conséquence.

Je, Arthur Styker, le soussigné secrétaire de Norwegian Seamen's Church Association, certifie, par les présentes, que le précédent est une vraie et authentique copie du règlement spécial "D" de ladite association, que ledit règlement spécial "D" a été dûment décrété à une assemblée des directeurs de l'Association tenue le 6 février 1957, et que ledit règlement spécial "D" a été dûment approuvé, sanctionné et confirmé par un vote d'au moins les deux tiers des membres présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des membres de l'association dûment convoquée aux fins de considérer ledit règlement spécial et tenue le 6 février 1957.

Le Secrétaire,
44424 ARTHUR STYKER.

TAILORED TYPE CLOTHES INC.

Règlement "A"

Il a été résolu que l'actif de la compagnie soit divisé au prorata entre les actionnaires de la compagnie conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Le Secrétaire,
44425 ETTIE KATZ.

(P.G. 12988-56)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 23 février 1957, approuvé le règlement N° 1 de

"A board of directors, four in number, shall be elected annually from the shareholders of the company, each of whom during his tenure of office, shall own absolutely in his own right at least one share of the capital stock of the company and shall not be in arrears in respect of any calls thereon."

Certified a true copy of By-law No. 25, adopted by the directors and approved by the shareholders on Sept. 17, 1956.

ANITA GREENWOOD LEVINE,
44423-o Secretary.

(P. Sec. 122-57)

NOTICE OF AUTHORIZATION
(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is given that the company "Nordeau Mining Company Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stock, stock certificates, debentures or other securities.

The head office in the Province is located at 60 Saint James Street, West, Room 100, at Montreal, judicial district of Montreal.

Its chief agent, for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mtre Adrien R. Paquette, advocate, 60 Saint James Street, West, Room 100, Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary the twenty-sixth day of February 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44404 Under Secretary of the Province.

(A.G. 1611-50)

NORWEGIAN SEAMEN'S CHURCH ASSOCIATION

Special By-Law "D"

Resolved:

That the number of the directors of the Association be and it is hereby increased from five (5) to nine (9) and that Special By-law "A" be amended accordingly.

I, Arthur Styker, the undersigned Secretary of Norwegian Seamen's Church Association, hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of Special By-law "D" of the said Association, that the said Special By-law "D" was duly enacted at a meeting of the Directors of the Association held on February 6th, 1957, and that the said Special By-law "D" was duly approved, sanctioned and confirmed by a vote of at least two-thirds of the members present or represented at a Special General Meeting of the members of the Association duly called for considering the said Special By-law and held on February 6th, 1957.

ARTHUR STYKER,
44424-o Secretary.

TAILORED TYPE CLOTHES INC.

By-Law "A"

Resolved that the assets of the Company be divided rateably among the shareholders of the Company in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act.

ETTIE KATZ,
44425-o Secretary.

(A.G. 12988-56)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-law No. 1 of "Victoria Masonic Temple Inc." has been approved on February 23rd, 1957, by the

"Victoria Masonic Temple Inc.". Et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44426 JEAN BRUCHÉSI.

Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44426-o Under-Secretary of the Province.

QUEBEC BOTTLED GAS INC.

Sommaire du Règlement spécial "A"
Un règlement pour autoriser la distribution de l'actif de la compagnie.

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme le règlement spécial "A" de la compagnie, ce qui suit:

Suivant la vente des biens de la compagnie et le paiement de toutes ses dettes, la distribution de l'actif restant de la compagnie, consistant en la solde des produits de cette vente, entre les actionnaires de la compagnie au prorata conformément à leurs droits respectifs, soit et elle est, par les présentes, autorisée.

Le soussigné, Président de Quebec Bottled Gas Inc., certifie, par les présentes, que le précédent est une vraie copie du règlement spécial "A" passé par les directeurs à une assemblée tenue le 26 juillet 1955, et, subséquemment, approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment tenue à cette fin le 26 juillet 1955.

Daté à St-Jérôme, le 31e jour de janvier 1957.
(Seau) Le Président,
44437 J. D. PETERS.

QUEBEC BOTTLED GAS INC.

Summary of Special By-Law "A"
A By-law to authorize the distribution of the assets of the Company.

Be and it is hereby enacted as Special By-law "A" of the Company as follows:

Following the sale of the assets of the Company and the payment of all its liabilities, the distribution of the remaining assets of the Company, consisting of the balance of the proceeds of such sale, among the shareholders of the Company rateably in accordance with their respective rights be and it is hereby authorized.

The undersigned, the President of Quebec Bottled Gas Inc., hereby certifies that the foregoing is a true copy of Special By-law "A" passed by the directors at a meeting held on July 26th, 1955, and subsequently approved at a special general meeting of the shareholders of the said Company duly held for the purpose on July 26th, 1955.

Dated at St. Jérôme the 31st day of January, 1957.

(Seal) J. D. PETERS,
44437-o President.

Chartes — Abandon de

EXCABEC LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Excabec Limited", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 25e jour de février 1957.

44415 Le Secrétaire,
E. A. LAPIERRE.

Charters — Surrender of

EXCABEC LIMITED

Notice is hereby given that "Excabec Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 25th day of February 1957.

44415-o E. A. LAPIERRE,
Secretary.

MAPLE LEAF INVESTMENT CORPORATION

Avis d'application pour permission d'abandonner la charte.

Avis est par les présentes donné que Maple Leaf Investment Corporation qui a son bureau principale dans la cité de Montréal, Province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa Charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P. Q. le 26 février 1957.

Le Procureur pour la requérante,
John M. Cerini, Q.C.,
132, rue St. Jacques Ouest, Montreal 44427-o

MAPLE LEAF INVESTMENT CORPORATION

Notice of application for leave to surrender charter.

Notice is hereby given that Maple Leaf Investment Corporation having its Head Office in the city of Montreal, Province of Quebec, will make application for leave to surrender its Charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, P.Q. February 26, 1957.

JOHN PELLIN,
Secretary.

John M. Cerini, Q.C.
Attorney for Applicant.
132 St. James Street West, Montreal 44427-o

Avis est par les présentes donné que "Mansonville Waterworks Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 11 janvier 1924, s'adressera à l'honorable Procureur Général de la province de Québec, pour que permission lui soit donnée d'abandonner sa charte et qu'une date soit fixée à compter de laquelle ladite compagnie sera dissoute.

Daté à Knowlton, P. Québec, ce 19 février 1957.

Le Procureur de la Requérente,
44414-o SYLVA TÊTREAU, N.P.

Notice is hereby given that "Mansonville Waterworks Limited" duly incorporated under letters patent of the Province of Quebec, issued the 11th, January 1924, will apply to the Honourable Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter and that a date be fixed from which the said company shall be dissolved.

Dated at Knowlton, P. Quebec, this 19th, February 1957.

SYLVA TÊTREAU, N.P.,
44414-o Attorney for the Applicant.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné que, du consentement du bureau de direction de la "Société Coopérative Agricole de Château Richer", le nom de cette coopérative agricole est changé en celui de "Société Coopérative Agricole de Montmorency-Nord", conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des Sociétés Coopératives Agricoles (S.R.Q. 1941, ch. 120).

Québec, ce vingtième jour de février 1957.

Le Ministre de l'Agriculture,
44417-o LAURENT BARRÉ.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that, with the consent of the Board of Directors of the "Société Coopérative Agricole de Château Richer", the name of this farm cooperative is changed into that of "Société Coopérative Agricole de Montmorency-Nord", pursuant to the provisions of section 9 of the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q. 1941, ch. 120).

Quebec, this twentieth day of February 1957.

LAURENT BARRÉ,
44417 Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction Publique

N° 1373-56.

Québec, le 26 février 1957.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Bas de la Petite Côte Ste-Rose, dans le comté de Laval, à celui de la municipalité scolaire de Haut de la Petite Côte Ste-Rose, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44428-9-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1373-56)

Quebec, February 26, 1957.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of "Bas de la Petite Côte Ste-Rose", in the county of Laval, to that of the school municipality of "Haut de la Petite Côte Ste-Rose", same county.

O. J. DESAULNIERS,
44428-9-2 Superintendent of Education.

N° 1303-56.

Québec, le 26 février 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Bury, dans le comté de Compton, les lots 34 à 41 inclusivement des rangs X et XI du canton de Bury, pour les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Ste-Marguerite-de-Lingwick, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44429-9-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1303-56)

Quebec, February 26, 1957.

Application is made to detach from the school municipality of Bury, in the county of Compton, lots 34 to 41 inclusively of ranges X and XI of the township of Bury, to annex them, for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of Ste-Marguerite-de-Lingwick, same county.

O. J. DESAULNIERS,
44429-9-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du village de Coteau Landing division d'enregistrement de Soulanges.

Avis est par la présente donné que les lots 35-23 à 35-25 sont annulés et le lot 35-26 est corrigé en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 6 février 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
44405-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the village of Coteau Landing registration division of Soulanges.

Notice is hereby given that lots 35-23 eto 35-25 are cancelled and lot 35-26 is corrected in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil code.

Québec, February 6, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
44405-o Deputy Minister.

Cadastre officiel du canton de Lafèche, municipalité de la ville de Baie Comeau, division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que les Blocs 3, 5 et C sont corrigés, les Blocs J, H, 4 et une partie du Bloc P' sont annulés et le Bloc 10 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 février 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44405-o

Official cadastre of the township of Lafèche, municipality of the town of Baie Comeau, registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that Blocks 3, 5 and C are corrected, Blocks J, H, 4 and part of Block P' are cancelled and Block 10 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 19th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

440544405-o

Cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, (Municipalité de Ste-Monique des Saules) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 54-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 février 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44405-o

Official cadastre of the parish of Ancienne Lorette, (municipality of Ste. Monique des Saules) registration division of Québec.

Notice is hereby given that of lot 54 1 has been cancelled in virtue of Article 2174A du Code civil.

Quebec, February 15, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44405-o

Cadastre officiel du canton La Minerve, division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que le lot 7a, rang II est annulé et le lot 8 du rang II est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 février 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44405-o

Official cadastre of township of La Minerve, registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lot 7a, range II has been cancelled and lot 8, range II has been corrected in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February 13, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44405-o

Cadastre officiel d'une partie du village de Pointe-à-Gatineau, division d'enregistrement de Hull.

Avis est par la présente donné que les lots 573-14 à 573-19, 574-6 à 574-11 et 575-33 à 575-40 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 février 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44405-o

Official cadastre of part of the village of Pointe-à-Gatineau, registration division of Hull.

Notice is hereby given that lots 573-14 to 573-19, 574-6 to 574-11 and 575-33 to 575-40 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 19th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44405-o

Cadastre officiel du canton de Portland (ouest) division d'enregistrement de Papineau.

Avis est par la présente donné que les lots 28, 29, 30 du rang I ouest sont corrigés et que les lots 1 à 33 du rang A sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 janvier 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44405-o

Official cadastre of township of Portland (west) registration division of Papineau.

Notice is hereby given that lots 28, 29, 30, range I west are corrected and lots 1 to 33, range A have been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 30, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44405-o

Cadastre officiel du canton de Rouyn, cité de Rouyn division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que les lots 37-C, 37-D, 37-E, 37-F du rang IV et les lots 37-C, 37-D, 38-A, 38-C, 38-E, 38-F du rang V sont

Official cadastre of the township of Rouyn city of Rouyn registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that lots 37-C, 37-D, 37-E, 37-F of range IV and lots 37-C, 37-D, 38-A, 38-C, 38-E, 38-F of range V are corrected

corrigés et le lot 38-G du rang V est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 février 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44405-o

and lot 38-G of range V is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 11th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44405-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch nord (Cité de Québec) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 508-1036, 508-1037 et la partie restante du lot 508-1035 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 février 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44405-o

Official cadastre of the parish of St. Roch nord (City of Quebec) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 508-1036, 508-1037 and the remaining part of lot 508-1035 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February 12, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44405-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord, (cité de Québec), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 510-102 et 547-5 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 février 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44405-o

Official cadastre of the parish of St. Roch Nord, (city of Quebec), registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 510-102 and 547-5 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February 18, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44405-o

Cadastre officiel du canton de Shipton, division d'enregistrement de Richmond.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 11D-215 et 11D-216 est annulée et les lots 11D-206 (rue), 11D-215, 11D-216, 11D-217, 11D-256 à 11D-270 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du code civil.

Québec, le 18 février 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44405-o

Official cadastre of the township of Shipton, registration division of Richmond.

Notice is hereby given that part of lots 11D-215 and 11D-216 is cancelled and lots 11D-206 (Street): 11D-215, 11D-216, 11D-217, 11D-256 to 11D-270 are corrected in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 18th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44405-o

Cadastre officiel du canton de Vassan, division d'enregistrement de l'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots 4B, 5 et 6 du rang II, le lot 4, les lots 41A, 42 à 49, 51 à 57, 58A, 58B, 60A et 60B du rang III sont corrigés; les lots 50A, 50B, 59A 59B du rang III sont annulés; les lots 1 à 23 du rang "A" et les lots 50 et 59 du rang III sont ajoutés, en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 février 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44405-o

Official cadastre of the township of Vassan, registration division of l'Abitibi.

Notice is hereby given that lots 4B, 5 and 6 of range II, lot 4, lots 41A, 42 to 49, 51 to 57, 58A, 58B, 60A and 60B of range III are corrected; lots 50A, 50B, 59A, 59B of range III are cancelled; lots 1 to 23 of Range "A" and lots 50 and 59 of range III are added, in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 6th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44405-o

Ministère des Finances
Assurances

Department of Finance
Insurance

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Avis est donné par les présentes que "North American Casualty and Surety Reinsurance

Notice is hereby given that "North American Casualty and Surety Reinsurance Corporation",

Corporation", constituée en corporation conformément aux lois de l'État de New York, États-Unis d'Amérique, et enregistrée dans la province sous le numéro 527, a changé son nom en celui de "North American Reinsurance Corporation".

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 14 février 1957.

Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
 44382-8-2-o Surintendant des Assurances.

incorporated under the laws of the State of New York, United States of America, and registered in this Province under number 527, has changed its name to "North American Reinsurance Corporation".

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 14th of February 1957.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
 44382-8-2-o Superintendent of Insurance.

Nomination

AVIS DE NOMINATION

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil numéro 766, du 23 juillet 1952, et par commission portant la même date, la nomination suivante a été faite, à savoir:

M. Bernard Lefebvre, membre du Barreau de la province, et conseil en loi de la Reine, de Laprairie; recorder de la ville de St-Rémi.
 44404-o

Appointment

NOTICE OF APPOINTMENT

Notice is given that, by Order in Council number 766, dated July 23, 1952, and by Commission bearing same date, the following appointment was made:

Mr. Bernard Lefebvre, member of the Bar of the Province, and Queen's Counsel, of Laprairie; Recorder for the town of St. Rémi.
 44404

Proclamation

Canada,
 Province de Québec.
 [L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE, du Royaume-Uni du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
 C. E. CANTIN. } ATTENDU que l'honorable ministre des terres et forêts de Notre province de Québec

a fait préparer, sous sa direction, conformément au sous-paragraph a du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi 21 George V, chapitre 104, un plan et un livre de renvoi de la revision cadastrale du lot originaire 846 du cadastre officiel de la paroisse de St-Georges, division d'enregistrement de Beauce;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi font maintenant partie des archives du département des terres et forêts, et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Beauce.

FA CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 61, en date du 24 janvier 1957, et conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil, et du sous-paragraph a du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi 21 George V, chapitre 104,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi de la revision cadastrale du lot originaire 846 du cadastre officiel de la paroisse de St-Georges, division d'enregistrement de Beauce, et

Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la Gazette officielle de

Proclamation

Canada,
 Province of Québec.
 [L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General. } WHEREAS the Honorable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec has caused

to be prepared, under his superintendence in, conformity with sub-paragraph a paragraph 1, section 3, of Act 21 George V, chapter 104, a plan and book of reference of the cadastral revision of original lot 846 of the official cadaster of the parish of St. Georges, registration division of Beauce;

WHEREAS these revised plans and book of reference now form part of the archives of the Department of Lands and Forests and that a true copy has been deposited in the offices of the registration division of Beauce;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order in Council No. 61 dated January 24, 1957 pursuant to the provisions of articles 2174 and 2174A of the civil code sub-paragraph a of paragraph 1, section 3 of Act 21, George V, chapter 104.

We give notice of the deposit of this plan and book of reference of the cadastral revision of the original lot 846 of the official cadastre of the parish of St. Georges, registration division of Beauce, and

We fix the date of publication of this Proclamation in the Quebec Official Gazette, the day on

Québec, le jour auquel les dispositions du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi modifiant les articles 2174A et 2175 du Code civil (21 George V, chapitre 104), deviendront en vigueur relativement à la revision cadastrale du lot originaire 846 du cadastre officiel de la paroisse de St-Georges, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler, dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots aux plans et livres de renvoi et non compris les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de février en l'année mil neuf cent cinquante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

44404-o

JEAN BRUCHÉSI.

which the provisions of sub-paragraph c paragraph 1 section 3 of the Act amending articles 2174A and 2175 of the civil Code (21 George V, chapter 104,) shall come into force respecting the cadastral revision of the original lot 846 of the official cadaster of the parish of St. Georges, and

We invite all interested parties, under pain of losing their rank or priority of hypothec granted by said act, to renew within a delay of one year from the date fixed herein, all the hypothecs particularly affecting any of the lots mentioned in the said plans and books of reference, and not including the hypothecs affecting the whole property so subdivided.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C. LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this twentieth day of February, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-seven and the sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

44404

Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Avis est donné que "Fibercut Appliances Limited" constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 28 décembre 1956, et ayant son siège social à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au N° 50 ouest, rue Craig, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 5ième jour de février 1957.

44407-o

Le Président,
R. H. STOKES-REES.

Head Offices

Notice is hereby given that "Fibercut Appliances Limited" incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on December 28th, 1956, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 50 Craig Street West, at Montreal.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 5th day of February, 1957.

44407-o

R. H. STOKES-REES,
President.

LES PLACEMENTS BOULEVARD O'BRIEN LTÉE
BOULEVARD O'BRIEN INVESTMENTS LTD.

Avis est donné que la compagnie Les Placements Boulevard O'Brien Ltée — Boulevard O'Brien Investments Ltd., constituée en corporation par lettres patentes provinciales en date du 12 septembre 1955, et ayant son bureau principal dans ville St-Laurent, a établi son bureau au numéro 1622 rue Barré.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à ville St-Laurent, le 31e jour de janvier 1957.

(Sceau)
44422-o

Le Secrétaire,
ROBERT CARON.

LES PLACEMENTS BOULEVARD O'BRIEN LTÉE
BOULEVARD O'BRIEN INVESTMENTS LTD.

Notice is given that the company Les Placements Boulevard O'Brien Ltée — Boulevard O'Brien Investments Ltd., constituted as a corporation by provincial letters patent under date of September, 12, 1955, and having its head office in the town of St-Laurent has established its office at number 1622 Barré Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at the town of St. Laurent, the 31st day of January, 1957.

(Seal)
44422

ROBERT CARON,
Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Jeannotte & Frères Ltée.", constituée en corporation le 27ième jour d'août, 1954, et ayant son bureau principal dans la province de Québec, à Montréal, a établi son bureau au numéro 8715 avenue de Grosbois.

44408-o

Le Secrétaire,
ALBERT JEANNOTTE.

Notice is hereby given that "Jeannotte & Frères Ltée.", incorporated by letters patent on the twenty-seventh day of August, nineteen hundred and fifty-four, and having its head office in the province of Quebec, in the city of Montreal, has established its office at 8715 De Grosbois Street.

44408-o

ALBERT JEANNOTTE,
Secretary.

Avis est donné que la Compagnie "Les Urbanistes Associés Inc — The Associated Town Planners Inc", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 janvier 1957 et ayant son bureau principal dans ville Mont-Royal, district de Montréal, a établi son bureau au no. 187 blvd Graham.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 29ième jour de janvier 1957.

44409-o

Le Président,
JEAN GEORGES LIPSMAN.

Notice is hereby given that "Les Urbanistes Associés Inc — The Associated Town Planners Inc", Company incorporated by letters patent on January 11th, 1957, and having its head office in Town of Mount-Royal, has established its office at 187 Graham Blvd.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 29th day of January, 1957.

44409-o

JEAN GEORGES LIPSMAN,
President.

Canada, Province de Québec
District de Montréal

Canada, Province of Quebec
District of Montreal

Dans l'affaire de l'adresse du siège social de

MAJORCA INVESTMENTS INC.

In the matter of the address of the head office
of

MAJORCA INVESTMENTS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Majorca Investments Inc. constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, le 8e jour de janvier 1957, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à chambre 303, 437 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P. Q., ce 11e jour de février 1957.

44110

MAJORCA INVESTMENTS INC.,
Par le Vice-président,
GEORGE E. EMBRICOS.

Notice is hereby given that Majorca Investments Inc. incorporated by letters patent under the laws of the Quebec Companies' Act, on the 8th day of January, 1957, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at room 303, 437 St. James Street West, in the city and district of Montreal, in the Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 11th day of February, 1957.

44410-o

MAJORCA INVESTMENTS INC.
Per GEORGE E. EMBRICOS,
Vice-President.

AIMÉ BOILEAU LTÉE

AIMÉ BOILEAU LTÉE

Avis est donné que la compagnie Aimé Boileau Ltée, constituée en corporation par lettres patentes provinciales en date du 24ième jour de février 1956, et ayant son bureau principal dans ville St-Laurent, a établi son bureau au numéro 1622 rue Barré.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à ville St-Laurent, le 31e jour de janvier, 1957.

(Seau)
44420-o

Le Secrétaire,
G. VACHON.

Notice is given that the company Aimé Boileau Ltée, constituted as a corporation by provincial letters patent under date of the 24th day of February 1956, and having its head office in the town of St. Laurent, has established its office at number 1622 Barré Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at the town of St. Laurent, the 31st day of January, 1957.

(Seal)
44420

G. VACHON,
Secretary.

AIMÉ BOILEAU SR. LTÉE

AIMÉ BOILEAU SR. LTÉE

Avis est donné que la compagnie Aimé Boileau Sr. Ltée, constituée en corporation par lettres patentes provinciales en date du 24ième jour de février 1956, et ayant son bureau principal dans ville St-Laurent, a établi son bureau au numéro 1622 rue Barré.

Notice is given that the company Aimé Boileau Sr. Ltée, constituted as a corporation by provincial letters patent under date of the 24th day of February, 1956, and having its head office in the town of St. Laurent, has established its office at number 1622 Barré Street.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à ville St-Laurent, le 31^e jour de janvier 1957.

(Sceau)
44421-o

Le Secrétaire,
JEAN BOILEAU.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at the town of St. Laurent, the 31st. day of January, 1957.

(Seal)
44421-o

JEAN BOILEAU,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE GREENFIELD PARK
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, J.-H. Pagé, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 206 Boulevard Churchill, Greenfield Park, comté de Chambly, jusqu'à 8.15 hrs p.m. jeudi, le 21 mars 1957, pour l'achat de \$350,000.00 d'obligations de la ville de Greenfield Park, comté de Chambly, datées du 1^{er} avril 1957 et remboursables par séries du 1^{er} avril 1958 au 1^{er} avril 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 194 — Paiement d'emprunt contracté pour la construction de travaux de drainage, paavges, trottoirs, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1^{er} avril 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$350,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} avril 1958.....	\$10,500.00
1 ^{er} avril 1959.....	11,000.00
1 ^{er} avril 1960.....	11,500.00
1 ^{er} avril 1961.....	12,000.00
1 ^{er} avril 1962.....	13,000.00
1 ^{er} avril 1963.....	13,500.00
1 ^{er} avril 1964.....	14,000.00
1 ^{er} avril 1965.....	15,000.00
1 ^{er} avril 1966.....	15,500.00
1 ^{er} avril 1967.....	16,500.00
1 ^{er} avril 1968.....	17,500.00
1 ^{er} avril 1969.....	18,000.00
1 ^{er} avril 1970.....	19,000.00
1 ^{er} avril 1971.....	20,000.00
1 ^{er} avril 1972.....	21,000.00
1 ^{er} avril 1973.....	22,000.00
1 ^{er} avril 1974.....	23,000.00
1 ^{er} avril 1975.....	24,500.00
1 ^{er} avril 1976.....	25,500.00
1 ^{er} avril 1977.....	27,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Lambert, comté de Chambly.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1^{er} avril 1967 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par an-

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF GREENFIELD PARK
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. H. Pagé, Secretary-Treasurer, Town Hall, 206 Churchill Boulevard, Greenfield Park, county of Chambly, until 8.15 o'clock p.m., Thursday, March 21, 1957, for the purchase of an issue of \$350,000.00 of bonds of the town of Greenfield Park, county of Chambly, dated April 1st, 1957 and redeemable serially from April 1st, 1958 to April 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 194 — Loan payment contracted for construction work on drainage, paving, sidewalks, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from April 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption \$350,000.00 — 20 years

Year	Capital
April 1 st , 1958.....	\$10,500.00
April 1 st , 1959.....	11,000.00
April 1 st , 1960.....	11,500.00
April 1 st , 1961.....	12,000.00
April 1 st , 1962.....	13,000.00
April 1 st , 1963.....	13,500.00
April 1 st , 1964.....	14,000.00
April 1 st , 1965.....	15,000.00
April 1 st , 1966.....	15,500.00
April 1 st , 1967.....	16,500.00
April 1 st , 1968.....	17,500.00
April 1 st , 1969.....	18,000.00
April 1 st , 1970.....	19,000.00
April 1 st , 1971.....	20,000.00
April 1 st , 1972.....	21,000.00
April 1 st , 1973.....	22,000.00
April 1 st , 1974.....	23,000.00
April 1 st , 1975.....	24,500.00
April 1 st , 1976.....	25,500.00
April 1 st , 1977.....	27,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Lambert, county of Chambly.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St. Lambert, county of Chambly.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before April 1st, 1957 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipa-

ticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 21 mars 1957, à 8.15 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 206 Blvd Churchill, Greenfield Park, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Greenfield Park, (Comté de Chambly), ce 28 février 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-H. PAGÉ.

Hôtel de Ville, 206 Blvd Churchill,
Greenfield Park,
(Comté de Chambly), P.Q. 44439-0

tion, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, March 21, 1957, at 8.15 o'clock p.m., at the Town Hall, 206 Churchill Blvd. Greenfield Park, County of Chambly.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Greenfield Park, (County of Chambly), February 28, 1957.

J. H. PAGÉ,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 206 Churchill Blvd.,
Greenfield Park,
(County of Chambly), P.Q. 44439

Province de Québec

CITÉ DE JONQUIÈRE
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lionel Harvey, greffier, Hôtel de Ville, Jonquière, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 18 mars 1957, pour l'achat de \$545,000.00 d'obligations de la cité de Jonquière, comté de Chicoutimi, datées du 1er avril 1957 et remboursables par séries du 1er avril 1958 au 1er avril 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 364 — Construction de sous-stations électriques, travaux de voirie, d'aqueduc, réparation de l'écluse pour le pouvoir hydro-électrique, achat de terrains, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$545,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er avril 1958	\$16,000.00
1er avril 1959	17,500.00
1er avril 1960	18,000.00
1er avril 1961	19,000.00
1er avril 1962	20,000.00
1er avril 1963	21,000.00
1er avril 1964	22,500.00
1er avril 1965	23,000.00
1er avril 1966	24,000.00
1er avril 1967	25,500.00
1er avril 1968	27,000.00
1er avril 1969	28,000.00
1er avril 1970	29,500.00
1er avril 1971	31,000.00
1er avril 1972	33,000.00
1er avril 1973	34,000.00
1er avril 1974	36,000.00
1er avril 1975	38,000.00
1er avril 1976	40,000.00
1er avril 1977	42,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque

Province of Quebec

CITY OF JONQUIÈRE
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lionel Harvey, City clerk, City Hall, Jonquière, county of Chicoutimi, until 8.00 o'clock p.m., Monday, March 18, 1957, for the purchase of an issue of \$545,000.00 of bonds of the City of Jonquière, county of Chicoutimi, dated April 1st, 1957, and redeemable serially from April 1st, 1958 to April 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st, and October 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 364 — Building of electric sub-stations, road labour, sewage operations, repairing of dam for hydro-electric power, purchasing of land, etc.

For a adjudication purposes only; interest shall be calculated as from April 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$545,000.00 — 20 years.

Year	Capital
April 1st, 1958	\$16,000.00
April 1st, 1959	17,500.00
April 1st, 1960	18,000.00
April 1st, 1961	19,000.00
April 1st, 1962	20,000.00
April 1st, 1963	21,000.00
April 1st, 1964	22,500.00
April 1st, 1965	23,000.00
April 1st, 1966	24,000.00
April 1st, 1967	25,500.00
April 1st, 1968	27,000.00
April 1st, 1969	28,000.00
April 1st, 1970	29,500.00
April 1st, 1971	31,000.00
April 1st, 1972	33,000.00
April 1st, 1973	34,000.00
April 1st, 1974	36,000.00
April 1st, 1975	38,000.00
April 1st, 1976	40,000.00
April 1st, 1977	42,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any,

visé, payable au pair à Jonquière, comté de Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'à la succursale de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1967 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 18 mars 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle du conseil, Hôtel de Ville, Jonquière, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jonquière, (Comté de Chicoutimi), ce 28 février 1957.

Le Greffier,
LIONEL HARVEY.

Hôtel de Ville,
Jonquière,
(Comté de Chicoutimi), P.Q. 44440-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DES-LAURENTIDES
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ovilá Rhéaume, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 596 avenue Notre-Dame, Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec, ou jusqu'à 8.00 heures p.m., à la salle du collège, Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec, lundi, le 18 mars 1957, pour l'achat de \$130,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec, datées du 1er février 1957 et remboursables par séries du 1er février 1958 au 1er février 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 30 octobre 1956, telle que modifiée — Agrandissement de l'école No. 2.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Année	Capital
1er février 1958.....	x \$19,500.00
1er février 1959.....	x 20,000.00
1er février 1960.....	x 21,000.00
1er février 1961.....	x 22,000.00
1er février 1962.....	2,000.00

by certified cheque payable at par at Jonquière, county of Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure including the branch of said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to April 1st 1967 inclusive; after which date the said bonds under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, March 18, 1957, at 8.00 o'clock p.m., in the Council-room, City Hall, Jonquière, county of Chicoutimi.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Jonquière, (County of Chicoutimi), this February 28, 1957.

LIONEL HARVEY,
City Clerk.

City Hall,
Jonquière,
(County of Chicoutimi), P.Q. 44440

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF NOTRE-DAME-DES-LAURENTIDES
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ovilá Rhéaume, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 596 Notre-Dame Avenue, Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec, or until 8.00 o'clock p.m., in the college hall, Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec, Monday, March 18, 1957, for the purchase of an issue of \$130,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec, dated February 1st, 1957 and redeemable serially from February 1st, 1958 to February 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated October 30, 1956, as amended — Enlargement of School No. 2.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from April 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Year	Capital
February 1st, 1958.....	x \$19,500.00
February 1st, 1959.....	x 20,000.00
February 1st, 1960.....	x 21,000.00
February 1st, 1961.....	x 22,000.00
February 1st, 1962.....	2,000.00

1er février 1963.....	2,000.00	February 1st, 1963.....	2,000.00
1er février 1964.....	2,000.00	February 1st, 1964.....	2,000.00
1er février 1965.....	2,500.00	February 1st, 1965.....	2,500.00
1er février 1966.....	2,500.00	February 1st, 1966.....	2,500.00
1er février 1967.....	2,500.00	February 1st, 1967.....	2,500.00
1er février 1968.....	2,500.00	February 1st, 1968.....	2,500.00
1er février 1969.....	3,000.00	February 1st, 1969.....	3,000.00
1er février 1970.....	3,000.00	February 1st, 1970.....	3,000.00
1er février 1971.....	3,000.00	February 1st, 1971.....	3,000.00
1er février 1972.....	3,500.00	February 1st, 1972.....	3,500.00
1er février 1973.....	3,500.00	February 1st, 1973.....	3,500.00
1er février 1974.....	3,500.00	February 1st, 1974.....	3,500.00
1er février 1975.....	4,000.00	February 1st, 1975.....	4,000.00
1er février 1976.....	4,000.00	February 1st, 1976.....	4,000.00
1er février 1977.....	4,000.00	February 1st, 1977.....	4,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi au montant total de \$84,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$21,000.00 chacun, de 1958 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Charlesbourg, comté de Québec.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1967 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, lundi, le 18 mars 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle du collège, Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-des-Laurentides, (Comté de Québec), ce 28 février 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
OVILA RHÉAUME.

Adresse postale:

596, avenue Notre-Dame,
Notre-Dame-des-Laurentides,
(Comté de Québec), P.Q.

44411-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE CHICOUTIMI
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Laurent Bilodeau, secrétaire-trésorier, 475 est, rue Racine, Chicoutimi, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi, le 20 mars 1957, pour l'achat de \$110,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Chicou-

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$84,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$21,000.00 each, from 1958 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg, county of Quebec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal Quebec or at Charlesbourg, county of Quebec.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before February 1st, 1967 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, March 18, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the college hall, Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-des-Laurentides (County of Québec), February 28, 1957.

OVILA RHÉAUME,
Secretary-Treasurer.

Postal address:

596, Notre-Dame Avenue,
Notre-Dame-des-Laurentides,
(County of Quebec), P. Q.

44441

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF CHICOUTIMI
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Laurent Bilodeau, Secretary-Treasurer, 475 Racine Street, East, Chicoutimi, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, March 20, 1957, for the purchase of an issue of \$110,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the parish of Chicoutimi.

timi, comté de Chicoutimi, datées du 1er février 1957 et remboursables par séries du 1er février 1958 au 1er février 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 7 novembre 1956, telle que modifiée — Agrandissement du couvent Sainte-Marie-de-la-Présentation.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$110,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er février 1958.....	x \$23,000.00
1er février 1959.....	x 24,000.00
1er février 1960.....	x 25,000.00
1er février 1961.....	2,000.00
1er février 1962.....	2,000.00
1er février 1963.....	3,000.00
1er février 1964.....	3,000.00
1er février 1965.....	3,000.00
1er février 1966.....	3,000.00
1er février 1967.....	3,000.00
1er février 1968.....	3,000.00
1er février 1969.....	4,000.00
1er février 1970.....	4,000.00
1er février 1971.....	4,000.00
1er février 1972.....	4,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$71,451.20, accordé par le Secrétaire de la province et payable en un versement de \$23,817.08 et deux versements de \$23,817.06 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Chicoutimi.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1965 inclusivement; après cette date, les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 20 mars 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle publique Saint-François-Xavier, Chicoutimi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, (Comté de Chicoutimi), ce 27 février 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT BILODEAU.

475 est, rue Racine,
Chicoutimi, P.Q.

44438-0

county of Chicoutimi, dated February 1st 1957 and redeemable serially from February 1st 1958 to February 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated November 7, 1956, as modified — Extension to the Convent of Sainte-Marie-de-la-Présentation.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from April 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$110,000.00 — 15 years

Year	Capital
February 1st, 1958.....	x \$23,000.00
February 1st, 1959.....	x 24,000.00
February 1st, 1960.....	x 25,000.00
February 1st, 1961.....	2,000.00
February 1st, 1962.....	2,000.00
February 1st, 1963.....	3,000.00
February 1st, 1964.....	3,000.00
February 1st, 1965.....	3,000.00
February 1st, 1966.....	3,000.00
February 1st, 1967.....	3,000.00
February 1st, 1968.....	3,000.00
February 1st, 1969.....	4,000.00
February 1st, 1970.....	4,000.00
February 1st, 1971.....	4,000.00
February 1st, 1972.....	4,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$71,451.20 granted by the Provincial Secretary and payable in one instalment of \$23,817.08 and two of \$23,817.06 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Chicoutimi.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1965 inclusive; after which date, the said bonds may, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, March 20, 1957, at 8.00 o'clock p.m., in the Saint-François-Xavier public hall, Chicoutimi.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi, (County of Chicoutimi), this February 27, 1957.

LAURENT BILODEAU,
Secretary-Treasurer.

475, Racine Street, East,
Chicoutimi, P.Q.

44438

Province de Québec

Province of Quebec

VILLAGE DE NOTRE-DAME-DU-LAC
(Comté de Témiscouata)

VILLAGE DE NOTRE-DAME-DU-LAC
(County of Temiscouata)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligatoires" seront reçues par le soussigné, Ch.-Ed. Cliche, N.P., secrétaire-trésorier, Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata, jusqu'à 6 heures p.m., lundi, le 18 mars 1957, pour l'achat de \$8,000.00 d'obligations, du village de Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata, datées du 1er novembre 1956 et remboursables par séries du 1er novembre 1957 au 1er novembre 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 23 — Travaux d'aqueduc et d'égoût.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$8,000.00 — 8 ans

Année	Capital
1er novembre 1957	\$1,000.00
1er novembre 1958	1,000.00
1er novembre 1959	1,000.00
1er novembre 1960	1,000.00
1er novembre 1961	1,000.00
1er novembre 1962	1,000.00
1er novembre 1963	1,000.00
1er novembre 1964	1,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Les dites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1961 inclusivement; après cette date, les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 18 mars 1957, à 7.30 heures p.m., à la salle publique, Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-du-Lac, (Comté de Témiscouata), ce 26 février 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
CHS-ED. CLICHE, N.P.,

Notre-Dame-du-Lac,
(Comté de Témiscouata), P.Q. 44442-0

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ch. Ed. Cliche, N.P., secretary-treasurer, Notre-Dame-du-Lac, county of Temiscouata, until 6.00 o'clock p.m., Monday, March 18, 1957, for the purchase of an issue of \$8,000.00 of bonds of the Village of Notre-Dame-du-Lac, county of Temiscouata, dated November 1st, 1956 and redeemable serially from November 1st, 1957 to November 1st, 1964 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 23 — Work of aqueduct and sewers.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from April 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$8,000.00 — 8 years.

Year	Capital
November 1st, 1957	\$1,000.00
November 1st, 1958	1,000.00
November 1st, 1959	1,000.00
November 1st, 1960	1,000.00
November 1st, 1961	1,000.00
November 1st, 1962	1,000.00
November 1st, 1963	1,000.00
November 1st, 1964	1,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Notre-Dame-du-Lac, county of Temiscouata.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before November 1st, 1961 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, March 18, 1957, at 7.30 o'clock p.m., at the public hall, Notre-Dame-du-Lac, county of Temiscouata.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-du-Lac, (County of Temiscouata) February 26, 1957.

CHS. ED. CLICHE, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Notre-Dame-du-Lac,
(County of Temiscouata), P.Q. 44442

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1956, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901, rue St-Jacques, ouest, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, mercredi, le 20 mars 1957, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 23 janvier 1957.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du service des Postes & Bagages,
44197-4-6-o J. E. TWEEDY.

Sales of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1956, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, March 20th, 1957, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 23rd, 1957.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
J. E. TWEEDY,
44197-4-6-o Manager, Mail and Baggage Traffic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le deuxième jour de mai 1956 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company," à divers endroits des provinces du Nouveau Brunswick, de la Nouvelle Écosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, à 128, rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le deuxième jour de mai 1957, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Québec, 14 février 1957.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
44403-8-6-o C. E. BEGLEY.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the second day of May 1956, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec, will be sold by Public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneers, at 128 King street east, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the second day of May 1957, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Quebec, February 14th, 1957.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
G. E. BEGLEY,
44403-8-6-o Superintendent.

Vente — Loi de faillite

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

Province de Québec, district de St-François-Bedford, Cour Supérieure N° 1842, en matière de faillite, Philippe L. Touchette, de Granby, district de Bedford, cédant autorisé, et Philippe A. Jolin, syndic aux biens de Philippe L. Touchette, de Granby, district de Bedford, requérant.

En vertu d'une ordonnance rendue par l'Honorable Juge William Mitchell de la Cour Supérieure en matière de faillite rendue le 14 janvier 1957, l'immeuble ci-après désigné sera vendu aux enchères publiques à Granby, à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph, sur le Boulevard Leclerc, le TROIS avril 1957, à DIX heures avant-midi:

"Un emplacement de forme rectangulaire situé sur la rue Des Erables en la cité de Granby, comté de Shefford, Province de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro cent onze de la subdivision officielle du lot original numéro sept cent treize (713) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton maintenant la cité de Granby, province de Québec."

Le Syndic aux biens de Philippe L. Touchette,
Philippe A. Jolin, syndic du district de Bedford
à Granby,
44430-9-2-o PHILIPPE A. JOLIN.

Sale — Bankruptcy Act

Public notice is hereby given that the under-mentioned lands and tenements will be sold at the respective time and places mentioned below.

Province of Quebec, district of St. Francis-Bedford, Superior Court No. 1842, in Bankruptcy matter Philippe L. Touchette, tiler of Granby, district of Bedford, authorized assignor, and Philippe A. Jolin, trustee to the property of Philippe L. Touchette, of Granby, district of Bedford, petitioner.

Under the order rendered by the Honourable Judge William Mitchell of the Superior Court in bankruptcy matter on the 14th day of January 1957, the immoveable property mentioned below will be sold at the door of the church of the parish of St-Joseph, on Leclerc Boulevard, in Granby, on the THIRD of April, 1957, at TEN o'clock in the forenoon:

"An emplacement of rectangular figure lying and situated on Des Erables Street in the city of Granby, county of Shefford, province of Quebec, known and designated as being lot number one hundred and eleven of the official subdivision of the original lot number seven hundred and Thirteen upon the official plan and book of references for the cadastre of the township now city of Granby, Province of Quebec."

PHILIPPE A. JOLIN,
Trustee to the property of Philippe L. Touchette, Philippe A. Jolin, trustee of Granby district of Bedford.
44430-9-2-o

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec
CITÉ DE CHICOUTIMI

Province of Quebec
CITY OF CHICOUTIMI

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du quinze février 1957, a ordonné au sous-signé, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la cité de Chicoutimi et à la commission scolaire, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil, à l'hôtel-de-ville de Chicoutimi, le VINGT MARS 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, pourront être exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales échues le ou avant le 31 décembre 1955 et les taxes scolaires échues le ou avant le 30 juin 1956 auront été payées avant le moment de la vente.

1. Peter Hudson — Un terrain mesurant 50 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, le tout plus ou moins, comprenant les lots 982-1 et 983-2 et en plus toute cette partie non subdivisée des lots 984 et 982 nécessaires pour former tel que susdit un terrain d'une largeur de 50 pieds par une profondeur de 100 pieds, cesdites parties de lots non subdivisées bornées au nord aux lots 984-2 et 982-1; vers l'ouest au lot 984-1; vers l'est et vers le sud à J. Edgar Perron ou représentants.

2. Adrien Tremblay — Le lot 600-1.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Lesdits lots et parties de lots sont du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, sujet à tous les droits acquis par la cité de Chicoutimi et à toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi, ce 19ème jour de février 1957.

44387-8-2-o Le Greffier,
GASTON CARRIER.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by a decree dated the fifteenth day of February 1957, ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinunder described in payment of taxation arrears owing to the city of Chicoutimi and School Commission, with interest and costs, and that consequently, the said immovables shall be sold by public auction, in the council room, at the city hall of Chicoutimi, the TWENTIETH day of MARCH 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there may be excluded from the sale, the immovables on which the municipal taxes due on or about December 31, 1955 and school taxes due on or about June 30, 1956, which shall have been paid before the time of the sale.

1. Peter Hudson — A piece of land measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, all of which more or less, including lots 982-1 and 983-2 plus all that unsubdivided portion of lots 984 and 982 required to form as mentioned above, a piece of land of 50 feet wide and 100 feet deep, the said portions of unsubdivided lots bounded northerly by lots 984-2 and 982-1; westerly by lot 984-1; easterly and southerly by J. Edgar Perron or representatives.

2. Adrien Tremblay — Lot 600-1.

The adjudication price of each one of these immovables shall be payable immediately.

The said lots and parts thereof are of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

They shall be sold with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, if any, subject to all rights acquired by the city of Chicoutimi and servitudes both active and passive, apparent and unapparent affecting them.

The sale shall moreover be subject to a right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Chicoutimi, this 19th, day of February, 1957.

44387-8-2V GASTON CARRIER,
Clerk.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi
Cour Supérieure, N° V-3187. { LAURENT CADIEUX, autrefois journalier à Senneterre, district d'Abitibi et maintenant de Belœil Station, district de Richelieu, demandeur vs ALEXANDRE BELLEAU, contracteur de Senneterre, district d'Abitibi, défendeur.

Province of Quebec — District of Abitibi
Superior Court, No. V-3187. { LAURENT CADIEUX, heretofore laborer at Senneterre, district of Abitibi and presently of Belœil Station, district of Richelieu, plaintiff, vs ALEXANDRE BELLEAU, contractor of Senneterre, district of Abitibi, defendant.

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

L'immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot vingt-huit (28) du rang huit (8) du canton Senneterre, située au nord de l'emprise des Chemins de Fer Nationaux du Canada.

The immovable known and designated as being a part of lot twenty-eight (28) of range eight (8) township of Senneterre, situated on the north of the right-of-way of the Canadian

Ce terrain se trouve au sud de la ruelle prolongée du bloc quatre-vingt-seize (96) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel du village de Senneterre et borné au nord par la limite sud de la ruelle prolongée du bloc quatre-vingt-seize (96) borné au sud par une ligne passant à cinquante (50) pieds de la ruelle ci-dessus mentionnée. La partie sud de ce lopin de terrain appartenant à M. Rosaire Frénette, borné à l'ouest par le terrain appartenant à M. Roger Poitras, de Senneterre, ce lot ou lopin de terrain contenant environ sept milles pieds plus ou moins. Ayant ce lopin de terrain dans une ligne nord-sud, environ cinquante (50) pieds sur cent quarante (140) pieds dans une ligne est-ouest, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Senneterre, le QUATORZIÈME jour de MARS 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif d'Abitibi,
Amos, ce 5 février 1957. J.-A. GAUTHIER.
44295-6-2-0

Province de Québec — District de Québec
Cour Supérieure, { P. L. LORTIE LIMITÉE,
N° 85,468. { corps politique et incor-
poré ayant sa principale place
d'affaires en la cité de Québec, demanderesse, vs
MAURICE MAGNY, garagiste et mécanicien,
ayant sa place d'affaires à Chapais avec son
domicile à Amos, district d'Abitibi, défendeur.

AVIS DE VENTE

L'immeuble connu et désigné comme étant le lot vingt-cinq (25) du bloc trente-deux (32) de la ville d'Amos, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du Christ-Roi, à Amos, le QUINZIÈME jour de MARS 1957 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif d'Abitibi,
Amos, 5 février 1957. J.-A. GAUTHIER.
44296-6-2-0

GASPÉ

Cour de l'Échequier { LOI DE L'IMPÔT SUR
du Canada, { REVENU, et amen-
N° 120431. { dements, demanderesse:
Contre LIONEL DUPUIS
de Petite Rivière aux Renards: défendeur:

Lot N° 317-7 Canton Fox, de figure irrégulière, faisant partie du lot N° 40 de l'arpentage primitif; borné au nord ouest par le lot N° 318-1, au nord est par les lots 317-4, 317-5 et 317-6, au sud est par le lot 316-2, au sud ouest par le deuxième rang ouest; mesurant deux cent quatre pieds (204') au nord est le long des lots 317-4, 317-5 et 317-6, et deux cents pieds (200') de largeur, sur une profondeur moyenne de quatre mille quatre cent quarante huit pieds (4448') contenant en superficie vingt acres et vingt-deux centièmes.

Pour être vendu à la porte de l'église de Rivière aux Renards, comté de Gaspé, MARDI, le ONZIÈME jour de MARS 1957 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Percé, P.Q., le 31, janvier 1957. J. F. MEAGHER.
44290-6-2-0

National Railways of Canada. This land is on the south of the extended lane of block ninety-six (96) on the official plan and in the book of reference of the village of Senneterre and bounded on the north by the south limit of the extended lane of block ninety-six (96) bounded on the south by a line passing at fifty (50) feet of the above mentioned lane. The south part of this strip of land belonging to Mr. Rosaire Frénette, bounded on the west by the land belonging to Mr. Rosaire Frénette, on the east, by the land belonging to Mr. Roger Poitras, of Senneterre, this lot or strip of land containing about seven thousand feet more or less. Having this strip of land in a north-south line about fifty (50) feet by one hundred and forty (140) feet in an east-west line, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

To be sold at the parochial church door of Senneterre on the FOURTEENTH day of MARCH, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J.-A. GAUTHIER,
Amos, February 5, 1957. Sheriff of Abitibi.
44295-6-2

Province of Québec — District of Québec
Superior Court, { P. L. LORTIE LIMITÉE,
No. 85,468. { a body politic and cor-
porate having its principal
place of business in the city of Québec, plaintiff
vs MAURICE MAGNY, garage-keeper and me-
chanic having his place of business at Chapais
and residing at Amos, district of Abitibi, defend-
ant.

NOTICE OF SALE

The immoveable known and designated as being lot twenty-five (25) of block thirty-two (32) of the town of Amos, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Christ-Roi, at Amos, the FIFTEENTH day of MARCH 1957 at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J.-A. GAUTHIER,
Amos, February 5, 1957. Sheriff of Abitibi.
44296-6-2

GASPÉ

Court of the Exchequer { THE INCOME
of Canada, { TAX ACT, and
No. 120431. { amendments thereto,
plaintiff vs LIONEL
DUPUIS of Petite Rivière aux Renards, defend-
ant.

Lot No. 317-7 township of Fox, of irregular shape, forming part of lot No. 40 of original survey: bounded northwesterly by lot No. 318-1, northeasterly by lots 317-4, 317-5 and 317-6, southeasterly by lot 316-2, southwesterly by range two west; measuring two hundred and four feet (204') to the northeast along lots 317-4, 317-5 and 317-6, and two hundred feet (200') in width, along an average depth of four thousand four hundred and forty-eight (4448') feet, containing an area of twenty acres and twenty-two hundredths.

To be sold at the door of the church of Rivière aux Renards, county of Gaspé, TUESDAY the ELEVENTH day of MARCH 1957 at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. F. MEAGHER,
Percé, P.Q., January 31, 1957. Sheriff.
44290-6-2

Cour de Magistrat,
Ste-Anne des Monts, P.Q.,
N° 3616.

{ THE R. AGNESI
REG'D., de
Douglastown, comté
de Gaspé, demande-

resse vs ROMÉO CRONIER, du même lieu,
défendeur.

Une certaine maison érigée sur une partie du
lot 19 des Communes (Commons), canton Dou-
glas, laquelle propriété est bornée au nord par
la mer, au sud par la propriété de Léo Kennedy,
à l'est par la propriété de Clarence Kennedy et
à l'ouest par les terrains de la Couronne.

Pour être vendue à la porte de l'église du
village de Douglastown, comté de GASPÉ,
JEUDI le QUATORZIÈME jour de MARS
1957, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER,
Percé, P.Q., 31 janvier 1957. 44291-6-2-o

Magistrate's Court,
Ste-Anne des Monts, P.Q.,
No. 3616.

{ THE R. AGNESI
REG'D., of
Douglastown, Gaspé
county, plaintiff, vs

ROMÉO CRONIER, of the same place, de-
fendant:

A certain house erected on part of lot 19 of the
Commons, in the township of Douglas, which
property is bounded on the North by the Sea,
on the South by the property of Léo Kennedy,
on the East by the property of Clarence Ken-
nedy and on the West by the Crown Land.

To be sold at the church door of the village
of Douglastown Gaspé, county on THURSDAY
the FOURTEENTH day of MARCH 1957 at
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. F. MEAGHER,
Percé, P.Q., January 31, 1957. 44291-6-2

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, { JOS. LEPAGE & FILS
Rimouski, P.Q., (Automobiles) Inc. de
N° 33,159. { Cap-Chat, comté de Gaspé,
demandeur, contre AR-

MAND MARIN de Marsoui, comté de Gaspé,
défendeur.

Une maison avec circonstances et dépendances
située sur le lot numéro sept (7) au rang un du
cadastre officiel du canton Duchesnay, sur un
terrain loué de A. Couturier & Fils Limitée, le
terrain sur lequel sont situées, la maison, les
circonstances et dépendances, mesurant soixante-
quinze pieds de front par soixante-quinze pieds
de profondeur, borné au nord par Pierre Jalbert,
au sud, à l'est et à l'ouest par A. Couturier &
Fils Limitée.

Pour être vendue à la porte de l'église de
Marsoui, comté de Gaspé, LUNDI le DIX-
HUITIÈME jour de MARS 1957 à DIX heures
de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER,
Percé, le 2 février 1957. 44289-6-2-o

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, { JOS. LEPAGE & FILS
Rimouski, P.Q., (Automobiles) Inc., of
No. 33,159. { Cap-Chat, county of Gas-

pe; plaintiff against AR-
MAND MARIN, of Marsoui, county of Gaspé,
defendant.

A house with circumstances and dependencies
situated on lot number seven (7) on range one
of the official cadastre of the township of Du-
chesnay, on a lot rented from A. Couturier &
Fils Limitée, the lot upon which are situated
the house, the circumstances and dependencies,
measuring seventy-five feet in front by seventy-
five feet in depth, bounded on the north by Pierre
Jalbert, on the south, on the east and on the
west, by A. Couturier & Fils Limitée.

To be sold at the church door of Marsoui,
county of Gaspé, MONDAY, the EIGHT-
EENTH day of MARCH, 1957, at TEN o'clock
in the forenoon.

Sheriff Office, J. F. MEAGHER,
Percé, February 2, 1957. 44289-6-2

MÉGANTIC

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec — District de Mégantic
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { ARMAND LANDRY, de
N° 11,548. { St - Pierre - Baptiste,
plaignant contre ERNEST

GUÉRETTE, de Thetford-Mines, défendeur.

AVIS DE VENTE

A savoir une propriété de cent acres, mesurant
cinq (5) arpents de largeur sur la profondeur, étant
les lots Nos. 585, 586 et 587, moins la partie du
dit lot 587 appartenant à Joseph Carrier ou son
représentant, sous réserve des mines et droits de
mines à qui de droit avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de St-
Adrien d'Irlande comté de Mégantic, MARDI,
le NEUVIÈME jour d'AVRIL, 1957, à ONZE
heures de l'avant-midi.

Bureau de Shérif,
Thetford-Mines, 25 février 1957.
Le Shérif de Mégantic,
ALBERT LAMONDE.

44431-9-2-o

MEGANTIC

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Quebec — District of Megantic
District of Athabaska

Superior Court, { ARMAND LANDRY, of
No. 11,548. { St - Pierre - Baptiste,
plaintiff, vs ERNEST GUÉ-

RETTE, of Thetford-Mines, defendant.

NOTICE OF SALE

Say a piece of land of (100) one hundred acres,
measuring five (5) acres width by the depth
of said piece, being lots Nos. five hundred eighty-
five, five hundred eighty-six and five hundred
eighty-seven (585, 586 and 587) except that sector
of lot five hundred eighty-seven (587) owned by
Joseph Carrier or his representative, mines and
mining rights being reserved to whom it may,
with building erected thereon.

To be sold at the door of the parichial church at
St-Adrien of Ireland, Megantic county, TUES-
DAY, the NINTH day of APRIL, 1957, at
ELEVEN o'clock in the morning.

Thetford Mines, February 25th, 1957.
Sheriff's Office, ALBERT LAMONDE,
44431-9-2-o Sheriff.

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, { GARAGE CARON & MO-
N° 7266. { RIN INC., garagiste,
corporation légalement constituée ayant son siège social à l'Islet, comté de l'Islet, demanderesse vs WILFRID LABBÉE, St-Damase, comté de l'Islet, P.Q., défendeur.

"Une maison située dans la municipalité de St-Damase, comté de l'Islet qui est la propriété du défendeur mais qui se trouve actuellement sur un terrain qui appartiendrait à un nommé Omer Pelletier de la même localité."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Damase, comté de l'Islet, JEUDI, le QUATRIÈME jour d'AVRIL, 1957 à TROIS heures de l'après-midi. (3 heures p.m.).

Bureau du Shérif,

Montmagny, le 25 février 1957.

Le Shérif.

44432-9-2-o CHS. OMER BERNIER.

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, { GARAGE CARON & MO-
No. 7266. { RIN INC., garage-keeper, corporation legally incorporated having its head office at l'Islet, county of l'Islet, plaintiff, vs WILFRID LABBÉE, St-Damase, county of l'Islet, P.Q., defendant.

"A house situated in the municipality of St-Damase, county of l'Islet, which is the property of the defendant but which is presently to be found on a lot of land which seems to belong to one named Omer Pelletier of the same locality."

To be sold at the church door of St-Damase, county of l'Islet, THURSDAY, the FOURTH day of APRIL, 1957, at THREE o'clock in the afternoon. (3 o'clock p.m.).

Sheriff's Office,

Montmagny, February 25, 1957.

CHS. OMER BERNIER,

44432-9-2

Sheriff.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, { INDUSTRIAL ACCEP-
N° 7422. { TANCE CORPOR-
ATION LIMITED, corporation légalement constituée ayant son siège social à Toronto, Ontario, et une place d'affaire à 376, rue du Roi est, Québec, demanderesse vs ARMAND DALLAIRE, St-François, Co. Montmagny, défendeur.

a) Un terrain avec bâtisses situé à St-François, comté de Montmagny, connu et désigné comme étant le lot numéro 144 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de St-François, Co. Montmagny.

b) Un terrain avec bâtisses situé au 1er rang de St-François, (Anciennement 2ième rang d'Armagh) connu et désigné comme étant le lot numéro 11A aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse St-François, Co. Montmagny.

Lesdits lots seront vendus séparément.

Pour être vendus, à la porte de l'église de St-François, Cté de Montmagny, VENDREDI, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1957, à DEUX heures de l'après-midi (2 heures, p.m.).

c) Un terrain avec bâtisses situé à St-Raphaël, comté de Bellechasse, connu et désigné comme étant le lot N° 547 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de St-Raphaël, Co. de Bellechasse. (N.B.: C'est par erreur que dans le procès verbal de saisie ce lot avait été indiqué comme faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de St-François, comté de Montmagny).

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Raphaël, comté de Bellechasse, VENDREDI, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1957 à QUATRE heures et QUINZE de l'après-midi (4.15 heures p.m.).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHS. OMER BERNIER,
Montmagny, le 26 février 1957. 44436-9-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, { INDUSTRIAL ACCEP-
No. 7422. { TANCE CORPOR-
ATION LIMITED, corporation legally constituted having its head office in Toronto, Ontario, and a place of business at 376 du Roi Street, East, Quebec, plaintiff vs ARMAND DALLAIRE, St. François, County of Montmagny, defendant.

a) A piece of land with buildings situated at St. François, county of Montmagny, known and designated as being lot number 144 of the plan and book of reference of the official cadastre for the parish of St. François, county of Montmagny.

b) A piece of land with buildings situated in range one of St. François, (formerly range two of Armagh) known and designated as being lot number 11A of the plan and book of reference of the official cadastre for the parish of St. François, county of Montmagny.

The said lots shall be sold separately.

To be sold at the door of the Church of St. François, county of Montmagny, FRIDAY, the FIFTH day of APRIL 1957, at TWO o'clock in the afternoon (2 o'clock p.m.).

c) A piece of land with buildings situated at St. Raphaël, county of Bellechasse, known and designated as being lot No. 547 of the plan and book of reference of the official cadastre for the parish of St. Raphaël, county of Bellechasse, (N. B.: It was by mistake that, in the seizure proceedings, this lot was described as forming part of the official cadastre of the parish of St. François, county of Montmagny).

To be sold at the door of the Church of St. Raphaël, county of Bellechasse, FRIDAY the FIFTH day of APRIL, 1957, at FOUR-FIFTEEN o'clock in the afternoon (4.15 o'clock p.m.).

CHS. OMER BERNIER,

Sheriff's Office,

Montmagny, February 26, 1957.

Sheriff.

44436-9-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LOUIS-PHILIPPE DE-
N° 73-702. { ROY, commis de bureau, agissant au nom et comme tuteur de son enfant mineur ARMAND

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { LOUIS-PHILIPPE DE-
No. 73-702. { ROY, office clerk, acting in the name of and as tutor for his minor child, ARMAND DERoy, of the

DEROY, issu du mariage dudit LOUIS-PHILIPPE DEROY et de DAME MARGUERITE LÉGARÉ, son épouse, tous vivants et domiciliés à 218 4ème avenue, à Québec, demandeur es-qualité & ARMAND DEROY, apprenti-électricien, domicilié au N° 218 4ème avenue, Québec, requérant en reprise d'instance, contre EDOUARD GAGNON, ALPHONSE GAGNON et GEORGES DOYON, tous de Québec, défendeurs.

La moitié indivisé des lots de terrains avec bâtisses et dépendances dessus construites connus comme étant les numéros de subdivision trois cent soixante et deux A et B (362 A et B) et trois cent soixante et un A et B (361-A et B) du lot originaire numéro quatre cent vingt-huit (N° 428) du cadastre de St-Roch nord.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,
Québec le 6 février 1957. 44303-6-2-0
[Première insertion: le 9 février 1957.]
[Deuxième insertion: le 2 mars 1957.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { ROSAIRE JOBIDON, agent d'assurance de Ste-Foy, comté de Québec, contre ANTONIO PICARD, de Québec-Ouest, comté de Québec, P.Q.

Les subdivisions quatre-vingt-onze et quatre-vingt-douze (91 et 92) du lot originaire deux mille quatre cent vingt-huit (2,428) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de la Recouvrance (Québec-ouest) comté de Québec, le SEIZIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,
Québec, le 6 février 1957. 44304-6-2-0
[Première insertion: 9 février 1957.]
[Deuxième insertion: 2 mars 1957.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { WOODHOUSE & CO. LTD., corps politique et incorporé avec siège d'affaires à 65 de la Couronne, Québec, contre GÉRALD O'BRIEN, autrefois domicilié à 3598, Chemin St-Louis, Québec, et maintenant à 2023, 18ième Avenue, Calgary, Alberta, Canada, à savoir:

"Un terrain connu et désigné sous le lot numéro 262-18 (Deux cent soixante-deux-dix-huit) du cadastre officiel pour la cité de Ste-Foy, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Foy, comté de Québec, le CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR. J. R. GOBEIL,
Québec, le 25 février 1957. 44435-9-2-0
[Première insertion: 2 mars 1957.]
[Deuxième insertion: 23 mars 1957.]

mariage of the said LOUIS-PHILIPPE DEROY and of DAME MARGUERITE LÉGARÉ, his wife, all living and domiciled at 218 4th avenue, Quebec, in his quality as plaintiff & ARMAND DEROY, apprentice-electrician, domiciled at No. 218 4th avenue, Quebec, petitioner in continuance of suit, against EDOUARD GAGNON, ALPHONSE GAGNON and GEORGES DOYON, all of Quebec, defendants.

The undivided half of the undivided lots of land with buildings and dependencies thereon erected known as being the number of the subdivision three hundred and sixty-two A and B (362 A and B) and three hundred and sixty-one A and B (361 A and B) of the original lot number four hundred and twenty-eight (No. 428) of the cadaster St. Roch north.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, February 6, 1957. 44303-6-2
[First insertion: February 9, 1957.]
[Second insertion: March 2, 1957.]

Fieri Facias

Québec, to wit: { ROSAIRE JOBIDON, insurance agent, of St. Foy, county of Quebec versus ANTONIO PICARD, of Québec-West, county of Québec, P.Q.

Subdivisions ninety-one and ninety-two (91 and 92) of original lot two thousand four hundred and twenty-eight (2,428) of the official cadastre for the parish of St. Sauveur with house and other buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the Parochial church of Notre-Dame de la Recouvrance (Quebec-West) county of Quebec, the SIXTEENTH day of MARCH next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, February 6, 1957. 44304-6-2
[First insertion: February 9, 1957.]
[Second insertion: March 2, 1957.]

Fieri Facias

Québec, to wit: { WOODHOUSE & CO. LTD., body politic and corporate with business office at 65 Crown street, Quebec, versus GÉRALD O'BRIEN, formerly domiciled at 3598 St. Louis road, Quebec, and now at 2023, 18th Avenue, Calgary, Alberta, Canada, to wit:

"A piece of land known and designated under lot number 262-18 (two hundred and sixty-two-eighteen) of the official cadastre for the city of St. Foy, with house erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the Parochial church of St. Foy, county of Quebec, the FIFTH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 25, 1957. 44435-9-2
[First insertion: March 2, 1957.]
[Second insertion: March 23, 1957.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LA CAISSE POPULAIRE
N° 82,561. { DE LÉVIS, société régie par la Loi des Syndicats Coopératifs de Québec, ayant son siège social dans la cité de Lévis, P.Q., contre LÉOPOLD OUZILLEAU, de la cité de Lévis, P.Q.

La subdivision numéro un (N° 1) du lot original numéro cent quatre-vingt-dix-huit (N° 198) (198-1) du cadastre officiel révisé pour le Village de Bienville, de figure triangulaire, borné vers le sud-est par le lot numéro cent quatre-vingt-dix-huit-deux (N° 198-2) (avenue Mont-Marie), vers le nord-est par le lot numéro cent quatre-vingt-dix-neuf-un (N° 199-1) et vers l'ouest par le lot numéro deux cent quarante-deux (N° 242) (Chemin Public) du même cadastre:

La subdivision numéro un (N° 1) du lot original numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (N° 199) (199-1) du cadastre officiel révisé pour le Village de Bienville, de figure irrégulière, borné vers le nord-est par le lot numéro deux cent-trois (N° 200-3), vers le sud-est par le lot numéro cent quatre-vingt-dix-neuf-deux (N° 199-2) (avenue Mont-Marie), vers le sud-ouest par le lot numéro cent quatre-vingt-dix-huit-un (N° 198-1) et vers l'ouest par le lot numéro deux cent quarante-deux (N° 242) (Chemin Public) du même cadastre:

Avec bâtiments, circonstances et dépendances avec et sujet à la servitude de passage de tuyaux en faveur de la cité de Lauzon, telle qu'établie par un acte passé devant le notaire Henri Guénette, le 18 mai 1954, enregistré à Lévis, sous le numéro 108579.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Antoine de Bienville, comté de Lévis, le CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DR. J. R. GOBEIL.
Québec, le 26 février 1957. 44434-9-2-o

[Première insertion: 2 mars 1957.]

[Deuxième insertion: 23 mars 1957.]

RIMOUSKI*Fieri Facias de Terris*

Canada, — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, { IRVING OIL INC., corps
N° 31,070. { politique et incorporé,
ayant son siège social à

Sillery, dans le district de Québec, demanderesse vs CHS.-HENRI CHAREST, nettoyeur-presseur, résidant à Mont-Joli, district de Rimouski et y faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "CHEZ PAUL SERVICE" défendeur.

Le lot soixante-treize (73), subdivision du lot original numéro deux cent trois (203) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flavie, Ville de Mont-Joli, avec bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances, rente foncière de \$20.00 par année à C. Blanchette.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Mont-Joli le TREIZIÈME jour de MARS, 1957, à DEUX heures de l'après-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, le 4 février 1957. 44292-6-2-o

Fieri Facias

Quebec, to wit: { LA CAISSE POPULAIRE
No. 82,561. { DE LÉVIS, association governed by the Quebec Cooperative Syndicates' Act, having its head office in the city of Lévis, P.Q., against LÉOPOLD OUZILLEAU, of the city of Lévis, P.Q.

Subdivision number one (No. 1) of the original lot number one hundred and ninety-eight (No. 198) (198-1) of the official cadastre revised for the Village of Bienville, of triangular figure, bounded on the southeast by lot number one hundred and ninety-eight-two (198-2) (Avenue Mont-Marie), on the northeast by lot number one hundred and ninety-nine-one (No. 199-1) and on the west by lot number two hundred and forty-two (242) (Public road) of the same cadastre:

Subdivision number one (No. 1) of the original lot number one hundred and ninety-nine (No. 199) (199-1) of the official cadastre revised for the Village of Bienville, of irregular figure, bounded on the northeast by lot number two hundred-three (No. 200-3), on the southeast by lot number one hundred and ninety-nine-two (No. 199-2) (avenue Mont-Marie), on the southwest by lot number one hundred and ninety-eight-one (No. 198-1) and on the west by lot number two hundred and forty-two (No. 242) (Public Road) of the same cadastre:

With buildings, circumstances and dependencies with and subject to the servitude of the passing of pipes in favor of the city of Lauzon, as established by a deed passed before notary Henri Guénette, on May 18, 1954, registered at Lévis, under number 108579.

To be sold "in block" at the parochial church door of St-Antoine-de-Bienville, county of Lévis, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEIL,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 26, 1957. 44434-9-2

[First insertion: March 2, 1957.]

[Second insertion: March 23, 1957.]

RIMOUSKI*Fieri Facias de Terris*

Canada, — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, { IRVING OIL INC., body
No. 31,070. { politic and corporate,
having its head office at

Sillery, in the district of Quebec, plaintiff, vs CHS.-HENRI CHAREST, cleaner and presser, residing at Mont-Joli, district of Rimouski and carrying on business alone under the name and style of "CHEZ PAUL SERVICE" defendant.

Lot number seventy-three (73), subdivision of original lot number two hundred and three (203) of the plan and book of reference of the official cadastre of the parish of Ste. Flavie, town of Mont-Joli, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, ground rent of \$20.00 per year to C. Blanchette.

To be sold at the door of the parochial church of Mont-Joli, the THIRTEENTH day of MARCH 1957, at TWO o'clock in the afternoon. (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, February 4, 1957. 44292-6-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 19,165. { **LA CAISSE POPULAIRE DE STE-FLORENCE**, société régie par la loi des Syndicats Coopératifs de Québec, ayant son siège social à Ste-Florence, district de Rimouski, demanderesse vs **J. CYR LEPAGE**, de la paroisse de Ste-Florence, district de Rimouski, défendeur.

Une étendue de terrain située dans la paroisse de Ste-Florence, faisant partie et distraire du lot connu et désigné sous le numéro vingt-sept-A (P. 27-A) du cadastre officiel du rang un (1), du canton Casupscull, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, la dite étendue de terrain mesurant cent cinquante (150) pieds de profondeur à partir de la route nationale sur cent (100) pieds de largeur le long de la route nationale, bornée en avant par la route nationale, d'un côté par Adrien Fortin, à l'arrière et de l'autre côté par le reste du terrain dudit J. Cyr LePage.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Florence, le QUINZIEME jour de MARS, 1957, à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Bureau du Shérif, Rimouski, 4 février 1957. Le Député-Shérif, JACQUES MARTIN. 44293-6-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 19,165. { **LA CAISSE POPULAIRE DE STE-FLORENCE**, an association governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, having its head office at Ste. Florence, district of Rimouski, plaintiff vs **J. CYR LEPAGE**, of the parish of Ste. Florence, district of Rimouski, defendant.

An area of land situated in the parish of Ste. Florence, forming part of and deducted from lot known and designated as number twenty-seven-A (P. 27-A) of the official cadastre of range one (1) of the township of Casupscull, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, the said area of land measuring one hundred and fifty (150) feet in depth as from the National Highway by one hundred (100) feet in width along the National Highway, bounded in front by the said Highway on one side by Adrien Fortin, in the rear and on the other side by the residue of the land of the said J. Cyr LePage.

To be sold at the door of the Church of the parish of Ste. Florence, the FIFTEENTH day of MARCH 1957, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

Sheriff's Office, Rimouski, February 4, 1957. JACQUES MARTIN, Deputy Sheriff. 44293-6-2

SAGUENAY

Canada, — Province de Québec
District de Saguenay

N° 5249. { **ARTHUR FORTIN**, colporteur, domicilié à Baie St-Paul, demandeur, vs **DONAT LAVOIE**, cultivateur, de Ruisseau des Fresnes, Ste-Agnès, défendeur.

Les lots de terre numéros cent soixante-treize et cent soixante-quatorze (173, 174) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Agnès, situés dans la concession du Ruisseau des Fresnes; ensemble avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot de terre numéro cinquante-six (56) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Agnès, sans bâtisses, tenant au nord ouest aux représentants de feu Ernest McNicoll, tenant au sud-est, aux représentants d'Alcide Gaudreault.

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-Agnès, LUNDI le ONZIEME jour de MARS à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 4 février 1957.

44294-6-2-0 Le Shérif, PIERRE NÉRON.

SAGUENAY

Canada, — Province of Quebec
District of Saguenay

No. 5249. { **ARTHUR FORTIN**, pedlar, domiciled at Baie St-Paul, plaintiff vs **DONAT LAVOIE**, farmer, of Ruisseau des Fresnes, Ste. Agnès, defendant.

Lots of land number one hundred and seventy-three and one hundred and seventy-four (173, 174) of the plan and book of reference of the official cadastre for the parish of Ste. Agnès, situated in the concession of Ruisseau des Fresnes; together with all buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Lot of land number fifty-six (56) on the official plan and book of reference for the parish of Ste. Agnès, minus buildings, bordering to the northwest the representatives of the late Ernest McNicoll, to the southeast, the representatives of Alcide Gaudreault.

To be sold at the door of the church of Ste. Agnès, MONDAY the ELEVENTH day of MARCH at TWO o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this February 4, 1957.

44294-6-2 PIERRE NÉRON, Sheriff.

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 25548. { **HÉLÈNE LAJEUNESSE**, fille majeure usant de ses droits, domiciliée et résidant en la cité de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, demanderesse vs **HENRY SMITH**, autrefois domicilié et président en la cité de Saint-Jérôme, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 25548. { **HÉLÈNE LAJEUNESSE**, of full age of majority making use of her rights, domiciled and residing in the city of Saint Jérôme, in the district of Terrebonne, plaintiff vs **HENRY SMITH**, formerly domiciled and residing in the city of Saint Jérôme and now of unknown whereabouts, defendant.

AVIS DE VENTE

Les lots Nos 39 et 40 de la subdivision officielle du lot originaire N° 7 (Nos 7-39 et 7-40) des plan et livre de renvoi officiel de la ville de Saint-Jérôme, ayant front sur la rue des Pins le lot N° 7-39 et le boulevard, longeant la Rivière, le lot N° 7-40 avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Un dépôt de \$465.00 est exigé de tout offrant ou enchérisseur d'après jugement de l'Honorable Juge Claude Prévost, en date du 14 février 1957.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Ste-Paule, de St-Jérôme, LUNDI, le QUINZIÈME jour d'AVRIL à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
23 février 1957.

Le Shérif,
GEO. AUCLAIR.
44433-9-2-0

NOTICE OF SALE

Lots No. 39 and 40 of the official subdivision of original lot No. 7 (Nos. 7-39 and 7-40) of the official plan and book of reference of the town of Saint Jérôme, fronting des Pins Street, lot No. 7-39 and the Boulevard, bordering the River, and lot 7-40, with house and other buildings erected thereon.

A deposit in the amount of \$465.00 is required from any bidder, in accordance with a judgment rendered by the Honourable Judge Claude Prévost, under date of February 14, 1957.

To be sold at the door of the Church of the parish of Ste Paule, St. Jérôme, MONDAY, the FIFTEENTH day of APRIL at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
February 23, 1957.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff.
44433-9-2

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 9

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

L'Archevêque vs St-Jean..... 860

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

819

AVIS DIVERS:

David & Frère, Limitée (Directeurs)... 861
Discours du Trône (Prorogation)..... 860
Les Castors d'Amos (Règlement)..... 860
Le Syndicat des Producteurs de Lait
Fournisseurs au Poste de Réception
d'Henryville de la Compagnie El-
mhurst Dairy Ltée (Formation)..... 861
Nordeau Mining Company Limited
(Vente d'actions)..... 862
Norwegian Seamen's Church Associa-
tion (Directeurs)..... 862
Penny Mason (Canada) Ltd. (Direc-
teurs)..... 861
Pitt Gold Mining Company Limited
(Vente d'actions)..... 861
Quebec Bottled Gas Inc. (Dist. de
l'actif)..... 863
Syndicat des Producteurs de Lait et
Crème de Rouville (Fondation)..... 861
Tailored Type Clothes Inc. (Dist. de
l'actif)..... 862
Victoria Masonic Temple Inc. (Règle-
ment)..... 862

CHARTES — ABANDON DE:

Excabec Limited..... 863
Mansonville Waterworks Limited..... 864
Maple Leaf Investment Corporation... 863

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Mont-
morency-Nord (Nom changé)..... 864

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalités scolaires de:

Haut de la Petite Côte Ste-Rose..... 864
Ste-Marguerite-de-Lingwick (Cath.)... 864

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 9

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

L'Archevêque vs St-Jean..... 860

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

819

MISCELLANEOUS NOTICES:

David & Frère, Limitée (Directors).... 861
Speech of the Throne..... 860
Les Castors d'Amos (By-law)..... 860
Le Syndicat des Producteurs de Lait
Fournisseurs au Poste de Réception
d'Henryville de la Compagnie El-
mhurst Dairy Ltée (Formation)..... 861
Nordeau Mining Company Limited
(Sale of shares)..... 862
Norwegian Seamen's Church Associa-
tion (Directors)..... 862
Penny Mason (Canada) Ltd. (Direc-
tors)..... 861
Pitt Gold Mining Company Limited
(Sale of shares)..... 861
Quebec Bottled Gas Inc. (Dist. of
assets)..... 863
Syndicat des Producteurs de Lait et
Crème de Rouville (Foundation).... 861
Tailored Type Clothes Inc. (Dist. of
assets)..... 862
Victoria Masonic Temple Inc. (By-
law)..... 862

CHARTERS — SURRENDER OF:

Excabec Limited..... 863
Mansonville Waterworks Limited..... 864
Maple Leaf Investment Corporation... 863

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Mont-
morency-Nord (Name changed)..... 864

EDUCATION:

School Municipalities of:

Haut de la Petite Côte Ste-Rose..... 864
Ste-Marguerite-de-Lingwick (Cath.)... 864

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Côteau Landing, village.....	864
Lafèche, canton.....	865
L'Ancienne-Lorette, paroisse.....	865
La Minerve, canton.....	865
Pointe-à-Gatineau, village.....	865
Portland, canton.....	865
Rouyn, canton.....	865
St-Roch-Nord, paroisse.....	866
St-Roch-Nord, paroisse.....	866
Shipton, canton.....	866
Vassan, canton.....	866

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Côteau Landing, village.....	864
Lafèche, township.....	865
L'Ancienne-Lorette, parish.....	865
La Minerve, township.....	865
Pointe-à-Gatineau, village.....	865
Portland, township.....	865
Rouyn, township.....	865
St-Roch-Nord, parish.....	866
St-Roch-Nord, parish.....	866
Shipton, township.....	866
Vassan, township.....	866

TRAVAIL:
Industries ou métiers de:

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses des villes de Victoriaville, etc. (Modification).....	859
Concernant une convention collective relative à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles, Ile de Montréal (Avis).....	849
Construction, région de Montréal (Modification).....	857
Construction, région de Sorel (Modification).....	855
Imprimerie, région de Montréal (Modification).....	845
Manutententeurs de fret-navigation intérieure et côtière — Havre de Montréal (Modification).....	859

LABOUR:
Industries or Trades of:

Barbers and hairdressers of the towns of Victoriaville, etc. (Amendment).....	859
Concerning a collective agreement relating to the sheet metal products fabricating industry, Island of Montreal (Notice).....	849
Construction, region of Montreal (Amendment).....	857
Construction, region of Sorel (Amendment).....	855
Printing, region of Montreal (Amendment).....	845
Freight handlers — inland and coastal navigation — Harbour of Montreal (Amendment).....	859

LETTRES PATENTES

Air-Ex Inc.	820
A. Schwartz Furs Inc.....	821
Beurrerie St-Alexandre Limitée.....	821
Bom Investment Co.....	821
Briercrest Investment Corporation.....	822
Chaussures Cigogne Ltée — Stork Shoes Ltd.....	822
Chez Vivi Inc.....	822
Chukotat Quebec Mines Limited.....	823
Daleview Investment Corporation.....	823
Dallaire Automobile Ltée.....	823
Delafo Inc.....	824
Duncan Range Iron Mines Limited.....	824
Edifice Langlais Limitée.....	824
Gagnon Frères Nouveautés (St-Félicien) Ltée.....	825
Gelther Entreprises Ltd.....	825
Georges Dubé Ltée.....	825
Glenavon Investment Corporation.....	826
Goleonda Builders Corporation.....	826
Hochelaga Quebec Mines Limited.....	826
J. Kamin & Co. Inc.....	827
Kildare Ltd.....	827
Kingwa Quebec Mines Limited.....	827
Korak Quebec Mines Limited.....	828
Kovik Quebec Mines Limited.....	828
La Compagnie de Promotion des Laurentides Ltée.....	829
Lake St. Joseph Iron Ltd.....	829
L'Almanach du Dimanche Inc.....	829
Langlois Shirts Mfg. Ltd.....	830
Lemoyne Rim Mines Quebec Limited.....	830
Les Urbanistes Associés Inc. — The Associated Town Planners Inc.....	830
Levac Automobile Ltée.....	831
Lu-Rich Building Corporation.....	831
Majorca Investments Inc.....	831
Manoir du Nord Limitée.....	832
Matane Ready Mix Inc.....	832
May Enterprises Ltd.....	832
M. Daniel Inc.....	833

LETTRES PATENTES

Air-Ex Inc.	820
A. Schwartz Furs Inc.....	821
Beurrerie St-Alexandre Limitée.....	821
Bom Investment Co.....	821
Briercrest Investment Corporation.....	822
Chaussures Cigogne Ltée — Stork Shoes Ltd.....	822
Chez Vivi Inc.....	822
Chukotat Quebec Mines Limited.....	823
Daleview Investment Corporation.....	823
Dallaire Automobile Ltée.....	823
Delafo Inc.....	824
Duncan Range Iron Mines Limited.....	824
Edifice Langlais Limitée.....	824
Gagnon Frères Nouveautés (St-Félicien) Ltée.....	825
Gelther Entreprises Ltd.....	825
Georges Dubé Ltée.....	825
Glenavon Investment Corporation.....	826
Goleonda Builders Corporation.....	826
Hochelaga Quebec Mines Limited.....	826
J. Kamin & Co. Inc.....	827
Kildare Ltd.....	827
Kingwa Quebec Mines Limited.....	827
Korak Quebec Mines Limited.....	828
Kovik Quebec Mines Limited.....	828
La Compagnie de Promotion des Laurentides Ltée.....	829
Lake St. Joseph Iron Ltd.....	829
L'Almanach du Dimanche Inc.....	829
Langlois Shirts Mfg. Ltd.....	830
Lemoyne Rim Mines Quebec Limited.....	830
Les Urbanistes Associés Inc. — The Associated Town Planners Inc.....	830
Levac Automobile Ltée.....	831
Lu-Rich Building Corporation.....	831
Majorca Investments Inc.....	831
Manoir du Nord Limitée.....	832
Matane Ready Mix Inc.....	832
May Enterprises Ltd.....	832
M. Daniel Inc.....	833

Metro Musical Inc.	833	Metro Musical Inc.	833
Noveco Investments Inc.	833	Noveco Investments Inc.	833
Parity Investment Corp.	834	Parity Investment Corp.	834
Parlo Quebec Mines Limited	834	Parlo Quebec Mines Limited	834
Povung Mines Limited	834	Povung Mines Limited	834
Pretty Children's Wear Ltd.	835	Pretty Children's Wear Ltd.	835
Raglan Quebec Mines Limited	835	Raglan Quebec Mines Limited	835
René LeComte Inc.	836	René LeComte Inc.	836
Shefford Lumber Co. Ltd.	836	Shefford Lumber Co. Ltd.	836
Stupart Quebec Mines Limited	836	Stupart Quebec Mines Limited	836
Tazin Mines Québec Limited.	837	Tazin Mines Québec Limited.	837
The Montclair Investment Corporation	837	The Montclair Investment Corporation	837
Threesome Investment Corporation ...	838	Threesome Investment Corporation ...	838
Val D'Or Theatre Inc.	838	Val D'Or Theatre Inc.	838
Vanasse Quebec Mines Limited.	838	Vanasse Quebec Mines Limited.	838
Vista Construction Limited	839	Vista Construction Limited	839
Waxman Developments Inc.	839	Waxman Developments Inc.	839
Willrich Realty Co. Ltd.	839	Willrich Realty Co. Ltd.	839

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Allen Mfg. Co. Ltd.	840	Allen Mfg. Co. Ltd.	840
Atlantic Vending Corporation	840	Atlantic Vending Corporation	840
Canadian Steel Sales Ltd.	840	Canadian Steel Sales Ltd.	840
Custom Build Homes Corporation ...	840	Custom Build Homes Corporation ...	840
Domaine Estria Corporation	841	Domaine Estria Corporation	841
Dufresne & Delisle Inc.	841	Dufresne & Delisle Inc.	841
Eastern Credit Inc. — Crédit de l'Est		Eastern Credit Inc. — Crédit de l'Est	
Inc.	841	Inc.	841
Fraid's Inc.	841	Fraid's Inc.	841
Guy Larin Ltée.	841	Guy Larin Ltée.	841
Hy Deckelbaum Ltd.	842	Hy Deckelbaum Ltd.	842
John Richardson & Co. Limited	842	John Richardson & Co. Limited	842
Last Chance Discount House Inc.	842	Last Chance Discount House Inc.	842
Little Lady Garments Inc.	842	Little Lady Garments Inc.	842
Manitou Lodge Inc.	842	Manitou Lodge Inc.	842
Mark Hot Inc.	843	Mark Hot Inc.	843
Morrie Heft Inc.	843	Morrie Heft Inc.	843
Patenaude Automobile, Limitée.	843	Patenaude Automobile, Limitée.	843
Powter's Prompt and Punctual Printery,		Powter's Prompt and Punctual Printery,	
Limited.	843	Limited.	843
Quality Junior Wear Inc.	844	Quality Junior Wear Inc.	844
Realty Holdings Corp.	844	Realty Holdings Corp.	844
Shaver's Cleaning Services Ltd.	844	Shaver's Cleaning Services Ltd.	844
Sport Play Garments Inc.	844	Sport Play Garments Inc.	844
Tar Point Oil Company	845	Tar Point Oil Company	845

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

North American Reinsurance Company		North American Reinsurance Company	
(Nom changé)	866	(Name changed)	866

NOMINATION:

Lefebvre, Bernard, juge municipal.	867	Lefebvre, Bernard, municipal judge.	867
---	-----	--	-----

PROCLAMATION:

Concernant la mise en vigueur de la		Concerning the coming into force of the	
revision cadastrale du lot originaire		cadastral revision of original lot 846	
846 de la paroisse de St-Georges, Beauce	867	of the parish of St. Georges, Beauce..	867

SIÈGES SOCIAUX:

Aimé Boileau Ltée.	869	Aimé Boileau Ltée.	869
Aimé Boileau Sr Ltée.	869	Aimé Boileau Sr Ltée.	869
Fibercut Appliances Limited	868	Fibercut Appliances Limited	868
Jeannotte & Frères Ltée.	869	Jeannotte & Frères Ltée.	869
Les Placements Boulevard O'Brien Ltée		Les Placements Boulevard O'Brien Ltée	
— Boulevard O'Brien Investments		— Boulevard O'Brien Investments	
Ltd.	868	Ltd.	868
Les Urbanistes Associés Inc.— The As-		Les Urbanistes Associés Inc.— The As-	
sociated Town Planners Inc.	869	sociated Town Planners Inc.	869
Majorca Investments Inc.	869	Majorca Investments Inc.	869

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

APPOINTMENT:

PROCLAMATION:

HEAD OFFICES:

SOUSSIONS:

TENDERS:

Chicoutimi, comm. scolaire par.....	873
Greenfield Park, ville.....	870
Jonquière, cité.....	871
Notre-Dame-des-Laurentides, comm. scolaire.....	872
Notre-Dame-du-Lac, village.....	875

Chicoutimi, school comm. par.....	873
Greenfield Park, town.....	870
Jonquière, city.....	871
Notre-Dame-des-Laurentides, school comm.....	872
Notre-Dame-du-Lac, village.....	875

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company....	876
Canadian Pacific Railway Company...	876

Canadian Pacific Express Company....	876
Canadian Pacific Railway Company...	876

VENTE, LOI DE FAILLITE:

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Touchette, Philippe L.....	876
----------------------------	-----

Touchette, Philippe L.....	876
----------------------------	-----

VENTE POUR TAXES:

SALE FOR TAXES:

Chicoutimi, cité.....	877
-----------------------	-----

Chicoutimi, city.....	877
-----------------------	-----

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

ABITIBI:

Cadioux vs Belleau.....	877
P. L. Lortie Limitée vs Magny.....	878

Cadioux vs Belleau.....	877
P. L. Lortie Limitée vs Magny.....	878

GASPÉ:

GASPÉ:

Jos. LePage & Fils (Automobiles) Inc. vs Marin.....	879
Loi de l'Impôt sur le Rexenu vs Dupuis.....	878
R. Agnesi Reg'd vs Cronier.....	879

Jos. LePage & Fils (Automobiles) Inc. vs Marin.....	879
Income Tax Act vs Dupuis.....	878
R. Agnesi Reg'd vs Cronier.....	879

MÉGANTIC:

MÉGANTIC:

Landry vs Guérette.....	879
-------------------------	-----

Landry vs Guérette.....	879
-------------------------	-----

MONTMAGNY:

MONTMAGNY:

Garage Caron & Morin Inc. vs Labbé..	880
Industrial Acceptance Corporation Limited vs Dallaire.....	880

Garage Caron & Morin Inc. vs Labbé..	880
Industrial Acceptance Corporation Limited vs Dallaire.....	880

QUÉBEC:

QUÉBEC:

Deroy vs Gagnon et al.....	880
Jobidon vs Picard.....	881
La Caisse Populaire de Lévis vs Ouzilleau.....	882
Woodhouse & Co. Ltd. vs O'Brien....	881

Deroy vs Gagnon et al.....	880
Jobidon vs Picard.....	881
La Caisse Populaire de Lévis vs Ouzilleau.....	882
Woodhouse & Co. Ltd. vs O'Brien....	881

RIMOUSKI:

RIMOUSKI:

Irving Oil Inc. vs Charest.....	882
La Caisse Populaire de Ste-Florence vs Lapage.....	883

Irving Oil Inc. vs Charest.....	882
La Caisse Populaire de Ste-Florence vs Lapage.....	883

SAGUENAY:

SAGUENAY:

Fortin vs Lavoie.....	883
-----------------------	-----

Fortin vs Lavoie.....	883
-----------------------	-----

TERREBONNE:

TERREBONNE:

Lajeunesse vs Smith.....	883
--------------------------	-----

Lajeunesse vs Smith.....	883
--------------------------	-----

44401-o

44401-o

